

Culture Page B 10
Économie Page B 4
Les sports Page B 8
Télévision Page B 9

LE DEVOIR. LE MERCREDI 22 SEPTEMBRE 1999

VITRINE DU LIVRE

LOUISE JULIEN

PROBLÈMES DE SCIENCES
ET DE TECHNOLOGIE
POUR LE PRÉSCOLAIRE ET LE PRIMAIREMarcel Thouin, Éditions MultiMondes
Sainte-Foy, 1999, 664 pages

Une question est permise après l'été exceptionnel que nous avons connu: «L'air chaud prend-il plus de place que l'air froid?» De façon intuitive, nous répondrons par l'affirmative, mais comment le démontrer? Ou encore: «Les roches sont-elles toutes aussi dures?» Et pour les petits de quatre et cinq ans: «Peut-on prévoir le type de son qu'un objet produira?», ou encore: «La lumière passe-t-elle à travers tous les objets?»

C'est à ce genre de questions que répond Marcel Thouin, professeur de didactique des sciences à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Il existe des ouvrages qui traitent de ces sujets, certains donnent des explications pertinentes, d'autres s'en tiennent à la question-attrape. Il y a aussi des associations scientifiques qui publient des journaux très bien documentés pour les jeunes, on pense notamment à *Aux petits débrouillards*. Dans *Problèmes de sciences et de technologie*, le didacticien nous convie à une aventure pédagogique où «les élèves doivent reconstruire les savoirs scientifiques et ne peuvent se contenter de mémoriser des notions déjà toutes constituées». L'enseignant est invité à bien préparer l'ensemble de ses activités en mettant l'accent sur l'identification des mécanismes d'élaboration et de formulation des questions dans un but de résolution de problèmes par les enfants. Avec le lecteur, l'auteur explore plusieurs avenues, qu'elles soient pratiques (la sécurité en classe, l'exposition et la visite industrielle) ou théoriques (le réseau notionnel et les convergences entre les diverses didactiques), où se retrouvent les savoirs, en plus du savoir-faire pour viser un certain savoir-être.

La préoccupation scientifique doit augmenter au préscolaire et au primaire. Cet ouvrage est un adjuvant important pour aborder cet enseignement avec plaisir et confiance. Quelque 300 problèmes de sciences et de technologie sont présentés dans cet ouvrage sous douze thèmes, dont la matière, les forces et les mouvements, la lumière et le son, la chaleur et la température, le magnétisme et l'électricité, les animaux et les êtres humains, l'environnement, la technologie, etc.

L'ouvrage intéressera aussi les parents qui veulent (ré)apprendre ce qu'ils ont oublié ou qu'ils n'ont tout simplement jamais su. Le parent bricoleur pourra évaluer avec son enfant s'il peut changer l'ampoule cramée du lustre de l'escalier en se référant au problème: «Comment mesurer la hauteur d'un escabeau?»

POUR OU CONTRE UN ORDRE
PROFESSIONNEL DES ENSEIGNANTES
ET DES ENSEIGNANTS AU QUÉBEC?Sous la direction de Maurice Tardif et Clermont
Gauthier, Presses de l'Université Laval
Sainte-Foy, 1999, 195 pages

Publié un peu avant les grandes vacances, cet ouvrage connaîtra certainement un deuxième tirage dans les semaines qui viennent. Qui seront les lecteurs? Les enseignants du préscolaire à l'université puisqu'ils sont les premiers concernés, mais aussi toute personne qui a un lien direct ou indirect avec l'éducation. Les auteurs estiment que ce débat pourrait toucher près d'un cinquième de la population du Québec et qu'«avec cette question, il s'agit donc d'un véritable débat de société qui s'amorce».

La question de la création ou non d'un ordre professionnel des enseignants est posée depuis un certain nombre d'années et elle alimentait discussions et rencontres d'enseignants et d'universitaires. L'idée n'est pas neuve, mais depuis deux ans, elle est plus qu'une hypothèse qui ne pourrait jamais voir le jour: en effet, le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec, fort de ses 15 000 membres, a déposé à l'Office des professions, en juin 1997, «une demande en bonne et due forme de création d'un ordre professionnel des enseignantes et des enseignants du Québec». C'est à l'automne que les résultats de cette demande devraient être connus.

Deux courants sont présentés dans cet ouvrage: les points de vue «contre» sont défendus par Antoine Baby, Raymond Laliberté, M'hammed Mellouki, Luc Savard et Ronald Robert, et les points de vue «pour» sont exposés par la Fédération des comités de parents de la province de Québec, Claude Lessard, Jack Ligneau, Jean-Pierre Proulx et Claude Trotter. «Longtemps considéré comme une sorte de vocation [...], l'enseignement est devenu par la suite, au XX^e siècle, un métier» qui serait amené à «se transformer en profession».

Curieusement, l'ouvrage ne donne pas de réponse ni de prise de position puisque les auteurs ont pris le parti «de ne pas trancher mais bien de discuter, de soupeser, d'analyser, de nuancer et de critiquer les arguments invoqués». C'est un point de vue difficile à comprendre parce que Maurice Tardif et Clermont Gauthier, directeur-fondateur et membre régulier du Centre de recherche sur la formation et la profession enseignante de l'Université Laval, sont concernés au premier chef par cette question. Leurs rôles d'animateur et de critique dans cet ouvrage étonneront certains lecteurs.

Louise Julien est professeure titulaire au département des sciences de l'éducation de l'UQAM.

UNIVERSITÉS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Leçon de coopération

La dégradation progressive ne sera contrée que lorsque les fonds nécessaires auront été réinvestis et que sera mise en place la panacée préconisée par tous: la spécialisation du réseau

Le réseau universitaire québécois fait face à une crise. L'heure est au bilan et au changement. Les compressions de plus d'un demi-milliard de dollars, ces dernières années, ont causé des dégâts dans plusieurs secteurs, mais c'est principalement au chapitre des mises à la retraite hâtives de professeurs que les universités ont le plus souffert. Plus d'un millier d'entre eux ont ainsi quitté les rangs depuis cinq ans. À ce jour, ils n'ont pas été remplacés.

MATHIEU ROY

Les problèmes des universités québécoises sont multiples. Le trou laissé par le gel simultané des frais de scolarité et de la subvention gouvernementale aux universités — normalement ajustée chaque année mais laissée intacte depuis 1994 — a eu des conséquences graves. La subvention par étudiant a chuté de 12 % en cinq ans. Pendant cette période, le nombre de cours offerts à l'UQAM est passé de 6000 à 5000. La bibliothèque de l'Université Laval a annulé près de 3000 de ses abonnements, ce qui correspond au tiers de l'ensemble; de manière générale, le ratio professeurs-étudiants s'est accru de façon significative dans les universités québécoises. Quelques exemples d'une dégradation progressive qui ne sera contrée que lorsque les fonds nécessaires auront été réinvestis et que sera mise en place la panacée préconisée par tous: la spécialisation du réseau universitaire.

Depuis son arrivée à la tête du ministère de l'Éducation, François Legault bénéficie de conditions propices à la mise sur pied d'une nouvelle politique des universités. Outre l'allègement de la dette universitaire du dernier budget Landry, le ministre est fort de la promesse électorale de son gouvernement de réinjecter de l'argent dans le système universitaire. Il travaille donc à l'élaboration d'une nouvelle politique des universités dans la perspective inhabituelle d'un surplus budgétaire.

Depuis plusieurs mois, diverses formules de restructuration du mode de financement des universités sont à l'étude, une question qui a déjà fait l'objet de nombreuses réflexions depuis quelques années. De concert avec la Conférence des recteurs et des principaux universitaires du Québec (CREPUQ), le ministre compte présenter un projet de politique avant la fin de 1999 de manière à précéder le pro-

chain budget provincial et ainsi réinjecter de l'argent neuf dans le réseau universitaire le plus vite possible.

«Il faut d'abord établir une politique des universités pour discuter et s'entendre sur les attentes générales du gouvernement», confiait le ministre au Devoir. En deuxième lieu, il faut élaborer un plan de réinvestissement [...], et, ensuite, il ne restera qu'à instaurer une politique de financement cohérente avec nos conclusions.»

Mais le ministre ne se fait pas d'illusions. Le consensus parmi les établissements universitaires ne sera pas facile à obtenir, même si, en principe, tous s'entendent sur le bien-fondé de la spécialisation devant présider à l'allocation des fonds. Dans les prochaines semaines, le ministre recevra les propositions de toutes les universités quant aux priorités de réinvestissement et aux méthodes de financement préconisées par chacune d'elles. «Il est évident que l'Université du Québec à Hull n'a pas les mêmes objectifs que McGill. Il y a un consensus à aller chercher. Le défi, c'est de faire une utilisation optimale des ressources pour le Québec, comme si c'était un réseau», explique le ministre.

S'il fait référence à un «réseau» ainsi qu'à «l'utilisation optimale des ressources», le ministre de l'Éducation se défend toutefois de vouloir instaurer une politique de rationalisation des universités. À l'instar de plusieurs recteurs, il prône une politique de spécialisation des universités, pour le bien du Québec, un modèle très bien accueilli par certains recteurs qui souhaitent depuis longtemps entamer une telle réforme du rôle des universités et de leurs particularités.

À McGill, le recteur Shapiro est tout à fait d'accord avec la position du ministre: «À Montréal, par exemple, quatre universités possèdent des facultés de musique. La rationalisation consiste-

rait à réduire ce nombre à deux, mais cela n'aurait aucun sens: la demande n'aurait pas diminué et les étudiants seraient encore aussi nombreux. Une collaboration plus profitable consisterait plutôt à spécialiser chacune des quatre facultés de musique selon leurs points forts. Par exemple, l'une d'elles serait la seule à offrir un cours de musique du XVII^e siècle tandis qu'une autre serait experte en musique moderne...»

Robert Lacroix, recteur à l'Université de Montréal, appuie la position de son homologue mcgillais et ajoute que les universités québécoises doivent se comparer aux institutions équivalentes du reste du Canada. «Il faut constituer un système d'universités québécoises qui sera globalement concurrentiel et complémentaire. Je prône un financement concurrentiel avec des universités comparables au Canada. Les universités n'ont pas toutes les mêmes caractéristiques, il faut sortir du Québec, rendre les établissements comparables dans ce qu'ils sont», dit-il.

Malgré un semblant de consensus entre les recteurs de certains établissements quant aux formules précises de réinvestissement, des différends subsistent. À cet égard, la rectrice de l'UQAM, Paule Leduc, manifeste clairement ses inquiétudes face à la coalition des «grandes universités de recherche» telles que McGill, l'Université de Montréal et l'Université Laval, qui réclament une plus grosse part du gâteau en raison de leur plus grand effort de recherche.

Mme Leduc dit bien comprendre l'attitude qui pousse certains de ses collègues recteurs à sortir des frontières du Québec pour se comparer aux autres universités canadiennes mais affirme qu'il n'est pas simple d'appliquer cette politique de manière globale: «Je ne crois pas que cette formule de financement doit être calculée selon les besoins de chaque établissement. Ce n'est pas parce que ces grandes universités de recherche possèdent des facultés de médecine et de génie qu'elles doivent nécessairement recevoir plus que moi au total. En sciences humaines, poursuit Mme Leduc, je suis troisième au Canada selon le CRSH, derrière McGill et Toronto, alors il est évident que je ne veux pas être comparée à l'Université de Montréal, mais avec UBC, Edmonton et McGill; comme je ne peux pas me comparer à l'Université de Montréal en médecine, parce que l'UQAM n'en a pas.»

Le ministre Legault travaille à l'élaboration d'une nouvelle politique des universités dans la perspective inhabituelle d'un surplus budgétaire.

INVESTIR EN ÉDUCATION,
choisir l'avenir

CEQ

ÉDUCATION

Trou dans le réseau universitaire

Le gel des frais de scolarité: utopie ou nécessité?

Les universités québécoises perçoivent les frais de scolarité les moins élevés en Amérique du Nord, et à 1668 \$ par année, c'est près de la moitié de la moyenne canadienne

MATHIEU ROY

La poursuite d'études supérieures au Québec ne coûte pas cher. Non seulement les universités québécoises perçoivent les frais de scolarité les moins élevés en Amérique du Nord, mais à 1668 \$ par année, c'est près de la moitié de la moyenne canadienne. Victoire pour certains, handicap pour d'autres, le gel des frais de scolarité, à l'origine de la situation, est désormais remis en question. Surtout à l'heure où de nouveaux moyens de financer l'éducation supérieure sont mis en avant.

Une chose est certaine: le gouvernement s'est engagé à réinvestir dans le réseau universitaire, et ce, dès le prochain budget.

«Mais il faut être réaliste: la raison même dicte une hausse des frais de scolarité quand il y a un trou de 600 millions dans le réseau universitaire», affirme Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal.

Ce trou, François Tavenas, recteur de l'Université Laval, l'évalue plutôt à un milliard de dollars. Selon lui, cet argent doit provenir de tous ceux qui vont retirer un bénéfice de l'investissement en question: «La société en retire un bénéfice parce que les diplômés universitaires contribuent au développement économique des industries et du savoir. Il est donc logique que le gouvernement investisse dans les universités», précise le recteur Tavenas. Mais les étudiants doivent aussi contribuer car toutes les démonstrations ont été faites qu'un diplômé universitaire a une probabilité de revenu nettement supérieur à la moyenne.»

M. Tavenas appuie également sa position sur des études démontrant

que l'accessibilité à l'enseignement supérieur dépend moins des frais de scolarité que des programmes de prêts et bourses.

Opposée à ses homologues pour ce qui est d'une hausse des frais de scolarité, Paule Leduc, rectrice de l'UQAM, y voit plutôt un obstacle psychologique à la réussite et à l'accessibilité. Elle soutient que la responsabilité de financer les universités revient avant tout à l'État et que dans la mesure où celui-ci croit encore au principe de démocratisation des études supérieures, il devra rapidement rétablir leur niveau de financement.

À la Fédération des professeurs et des professeurs d'universités, la prise de position est très claire: «L'université est un service public. Nous nous opposons à la hausse des frais de scolarité pour assurer que chaque Québécois ait un accès direct à l'université» s'il a le talent pour s'y rendre, explique la présidente, Mme Hamalian.

Même son de cloche du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec: «Le gel est une responsabilité sociale. [...] Le gouvernement a choisi de couper, et si les universités vont mal, c'est sa responsabilité d'intervenir et de réinvestir», affirme Youri Chassin, porte-parole de la fédération.

Mais plusieurs voient dans ces discours un entêtement irréaliste dans le refus de ne pas contribuer davantage. «La démocratisation de l'accès à l'université ne passe pas par la gratuité», explique Lise Bissonnette, ex-directrice du Devoir et observatrice attentive de la scène universitaire québécoise.

«Aux États-Unis, où ça coûte très cher d'aller à l'université, même la performance des classes les plus pauvres est

meilleure que la nôtre.»

En marge du débat entourant le gel des frais de scolarité, le ministère de l'Éducation se penche présentement sur certaines propositions de réforme du système des prêts et bourses. En effet, un comité formé de trois professeurs a été chargé d'étudier dans le détail plusieurs recommandations du rapport Montmarquette sur les modalités de remboursement de la dette d'études.

Une des hypothèses les plus intéressantes concerne le remboursement proportionnel au revenu, ou RPR, qui préconise de nouvelles modalités quant aux conditions d'octroi des prêts ainsi que sur les conditions de remboursement. Ces formules ont déjà été implantées en Australie et en Nouvelle-Zélande; si tel système était préconisé au Québec, la sélection des candidats tiendrait compte de leurs volontés et de leurs capacités. En effet, une fois le prêt obtenu, l'étudiant aurait à composer avec une formule de partage de risque et pourrait, selon plusieurs variables, voir son taux d'intérêt augmenter ou le montant de son prêt diminuer. Ce genre d'incitatifs pousserait donc les étudiants à rembourser leurs dettes de façon prioritaire.

Renflouer les coffres des universités...

Dans son dernier ouvrage intitulé *Étatisme et déclin du Québec* (Éditions Varia, 1999), le professeur Jean-Luc Migué, de l'ENAP (École nationale d'administration publique), aborde la question des universités qui, selon lui, devraient échapper au monopole de l'État afin de retrouver leur indépendance et leur curiosité intellectuelle. Pour ce faire, le gouverne-



ARCHIVES LE DEVOIR

François Tavenas, recteur de l'Université Laval, évalue à un milliard de dollars le trou dans le réseau universitaire. Selon lui, cet argent doit provenir de tous ceux qui vont retirer un bénéfice de l'investissement en question: la société, le gouvernement et les étudiants.

ment remettrait directement à l'étudiant les montants nécessaires à son éducation. Les frais de scolarité pourraient alors être dérogés et l'étudiant rembourserait ce prêt automatique à de faibles taux d'intérêt en fonction de son revenu.

Selon M. Migué, toute la dynamique du financement des universités favorise une redistribution perverse, des moins aux plus favorisés. En effet, le professeur déplore le fait qu'un étudiant ne paie en moyenne que 20 % du coût de sa formation universitaire, recevant ainsi une subven-

tion annuelle de l'ordre de 8000 \$. «Les étudiants proviennent presque exclusivement de la classe moyenne supérieure puisque 68,4 % d'entre eux ont des parents dotés de revenus supérieurs à la moyenne. Ils toucheront, au cours de leur carrière, des revenus de loin supérieurs à ceux qui les subventionnent et qui ne fréquentent pas les collèges... Le paradoxe, poursuit M. Migué, est que l'imposition de taux marginaux de taxation (qui tiennent de la confiscation) s'emploie à chasser du pays les plus productifs.»

Dans un tout autre ordre d'idées, Jean de Grandpré, pionnier de Bell Canada Entreprises (BCE), qui a aussi siégé à la chancellerie de l'Université McGill, suggérerait, il y a quelques années, une formule de taxe postuniversitaire dans le but de redonner une certaine marge de manœuvre financière aux universités québécoises.

Son idée part du constat selon lequel le diplômé universitaire québécois a accès à une formation quasi gratuite, lui permettant le plus sou-

vent de toucher un meilleur salaire que ses concitoyens. Dans cette perspective, en raison des problèmes financiers de nos universités, pourquoi cet étudiant ne paierait-il pas une légère taxe sur la différence entre son revenu et le revenu moyen de la société? Ce fardeau fiscal supplémentaire pourrait par exemple s'établir à 5 % du différentiel pendant cinq ans, la période moyenne de fréquentation universitaire, et serait redistribué équitablement dans le réseau universitaire.

«Les étudiants pourraient encore accéder à l'université sans payer trop cher et les universités seraient beaucoup mieux nanties et moins dépendantes des gouvernements si une nouvelle crise survenait», confiait M. de Grandpré au Devoir.

De son côté, M. Legault n'a pas cru bon pour l'instant d'examiner une telle formule, préférant miser sur la l'élaboration de la prochaine politique des universités et sur un réinvestissement gouvernemental dans le réseau universitaire.

FQPPU

Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université

«Notre engagement: la défense active de l'Université comme service public»
Arpi Hamalian, présidente

- AIPSA Association des ingénieurs-professeurs des sciences appliquées de Sherbrooke
- AMCEL Association des médecins cliniciens enseignants de Laval
- AMCEM Association des médecins cliniciens enseignants de Montréal
- APBU Association des professeur(e)s de Bishop's University
- APEP Association des professeurs de l'École Polytechnique
- APETS Association des professeurs de l'École de technologie supérieure
- APIAF Association des professeurs de l'Institut Armand-Frappier
- APPMUS Association des professeurs et des professeurs de la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke
- CUFA Concordia University Faculty Association
- MAUT McGill Association of University Teachers
- SGPUM Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal
- SPINRS Syndicat des professeurs/res de l'Institut national de la recherche scientifique
- SPPTU Syndicat des professeurs et professeurs de la Télé-Université
- SPPUQAC Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi
- SPPUQAR Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Rimouski
- SPPUQTR Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières
- SPPUS Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Sherbrooke
- SPUL Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université Laval
- SPULQ Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Montréal
- SPUQAH Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Hull
- SPUQAT Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

4446, boul. Saint-Laurent, bureau 405
Montréal (Québec), H2W 1Z5
Tél.: 514-843-5953
Télécopieur: 514-843-6928

Courriel: federation@fqppu.qc.ca
Site web: http://www.fqppu.qc.ca

Mehran Ebrahimi

Analphabétisme
fléau
moderne

ÉDUCATION
ET
DÉMOCRATIE
ENTRE INDIVIDU
ET SOCIÉTÉ

IQ Collectif-FQA

Cédérom inclus
156 pages 24,95 \$

iq
ISABELLE QUENTIN ÉDITEUR

Diffusion Somabec
(450) 467-8565 1 800 361-8118
http://iqe.qc.ca

Viviane Janouin-Benanti

Prévenez
le suicide,
sachez
comment
intervenir.

Suicide
modes
de prévention



204 pages 24,95 \$

iq
ISABELLE QUENTIN ÉDITEUR

Diffusion Somabec
(450) 467-8565 1 800 361-8118
http://iqe.qc.ca

Collège privé d'enseignement secondaire

COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS



1700, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal (Québec) H2C 1J3

PORTES
OUVERTES
16 OCTOBRE

EXAMENS D'ADMISSION
POUR SEPTEMBRE 2000

Première secondaire :
le samedi 23 octobre et le samedi 30 octobre 1999
De la 1^{re} à la 5^e secondaire :
28 janvier 2000

On peut s'inscrire aux examens d'admission
en téléphonant au secrétariat du niveau au
(514) 382-1560



DEPUIS 1888

Plus qu'une école...
un milieu de vie!

Visitez notre site Internet au <http://www.msl.qc.ca>

Tout savoir sur la littérature québécoise
D'UN SEUL CLIC!

Accès instantané
à une abondante
documentation
sur la littérature
québécoise.



ABONNEZ-VOUS
À L'ÎLE DÈS
MAINTENANT!

- Biographies avec photos
- Bibliographies
- Articles et comptes rendus critiques (CÉTUQ, CRELIQ, CEDROM-SNI)
- articles généraux sur les auteurs et sur la vie littéraire
- articles sur les auteurs et sur leurs œuvres
- comptes rendus et critiques de journaux
- articles de fond
- entretiens
- articles publiés par les auteurs

COÛT MINIME

Gratuit : consultation et téléchargement des bibliographies et des biographies.

Frais minimes sur les articles téléchargés servant à couvrir les droits de reproduction.

Abonnement : des abonnements sont offerts aux particuliers, aux institutions et aux établissements d'enseignement, selon une formule forfaitaire.

Achat à l'article également disponible.



Centre de documentation virtuel
sur la littérature québécoise

Renseignements : (514) 849-8540
Abonnement : Copibec (514) 288-1664

www.litterature.org

ÉDUCATION

Financement privé à l'université

Le loup dans la bergerie?

Au Canada, la proportion de financement privé de la recherche universitaire est nettement supérieure à celle des États-Unis

MATHIEU ROY

Bernard Coupal est directeur de T2C2 Bio (Transfert, Technologie Commercialisation, Capital), une jeune société montréalaise de capital de risque qui gère un fonds de démarrage d'entreprises. Financée par de grands bailleurs de fonds tels Sofinov, la Banque de développement du Canada (BDC) et Innovatech, T2C2 Bio dispose actuellement de près de 70 millions de dollars pour augmenter sa présence dans le financement universitaire et le transfert des connaissances.

Le processus est simple: trouver des projets de recherche universitaires intéressants et facilement commercialisables, les financer pour une période d'un an (400 000 \$) puis, si le projet va bon train, trouver trois ou quatre millions supplémentaires et lancer un plan de commercialisation sur plusieurs années. T2C2 Bio parvient actuellement 22 projets de recherche répartis dans toutes les universités du Québec et centres hospitaliers universitaires.

Voilà un exemple parmi tant d'autres de financement privé de la recherche universitaire.

Au début des années 80, l'entreprise privée commence graduellement à financer certains projets de recherche universitaires canadiens. L'évolution

de cette pratique, observée aux États-Unis depuis les années 50, prend rapidement de l'ampleur et atteint son apogée au début des années 90. Mais au Canada, en raison du plafonnement et de l'éfrètement des budgets des organismes d'aide à la recherche, la proportion de financement privé de la recherche universitaire est nettement supérieure à celle des États-Unis. En effet, en 1996, 17 % du financement de la recherche universitaire canadienne provenait des milieux privés tandis que les industries américaines contribuaient cette année-là pour 8 % des subventions de recherche à l'université. De plus, entre 1990 et 1996, la croissance canadienne de fonds en provenance du secteur industriel est trois fois plus importante qu'aux États-Unis, à 9,82 % contre 3,04 %.

Partenariats, recherche et développement, contrats partiels, chaires, spin-off (démarrage d'entreprises grâce à la technologie universitaire), voilà autant de types de synergie possibles entre les chercheurs universitaires et l'industrie. Au Québec, ces associations représentaient plus de 100 millions de dollars l'année dernière, un montant qui pourrait facilement atteindre les 150 millions l'année prochaine.

Le problème posé est celui de la vocation de la recherche universitaire. Dans la mesure où l'entreprise privée affecte des sommes considérables au financement de certains projets de re-

cherche — que les deux paliers de gouvernement ont progressivement délaissés —, elle gagne implicitement un droit de regard sur des activités autrefois régies par les seules considérations scientifiques. L'argument mercantile fait son apparition, avec ses impératifs de commercialisation et de spécialisation.

Conscient de cette question, Jean Rochon, ministre de la Science, de la Recherche et de la Technologie, précise que depuis deux ans, la part de financement privé a plafonné en même temps que les deux paliers de gouvernement renflouaient les coffres des organismes subventionnaires. Mais M. Rochon ne condamne nullement les partenariats des chercheurs universitaires avec le privé, au contraire, il les perçoit positivement: «L'université doit inventer et solliciter des partenariats. Toute la société en profite. Cependant, il faut éviter soigneusement que nos chercheurs soient au service de l'entreprise», expliquait-il récemment en entrevue au Devoir.

Règles du jeu claires

Pour éviter de tels abus, M. Rochon insiste sur la nécessité de développer des règles du jeu claires pour gérer les interfaces: la propriété intellectuelle et l'éthique. «Il faut s'entendre sur les modalités de partenariat. Surtout depuis quelques années, on observe, en plus des collaborations avec le privé, des projets de recherche intersec-

toriels qui englobent plusieurs facultés.»

C'est aussi le point de vue de Marielle Gascon-Barré, vice-rectrice adjointe à la recherche à l'Université de Montréal, qui insiste pour négocier avec chacun des partenaires: «Ils ont chacun des cultures différentes, dit-elle, c'est pourquoi le dialogue est important, il faut les voir comme des partenaires et non des contrats d'affaires.»

Par ailleurs, Mme Gascon-Barré et son collègue Jean-Yvon Timothy, responsable de la liaison «université-entreprises», ont tenu à préciser au Devoir que de tels partenariats ont valeur d'ouverture, faisant également partie de la mission universitaire. Financés en grande partie par les fonds publics, expliquent-ils, les chercheurs ont le devoir non seulement de faire avancer les connaissances mais d'en faire profiter le public. Dans cette optique, le transfert des connaissances, même s'il s'effectue par l'entremise de partenaires privés, est une manière de faire bénéficier la société de la recherche. «Ce n'est donc pas du tout une menace, conclut la vice-rectrice Gascon-Barré, puisque la source de toute application provient de la recherche fondamentale. C'est elle qui permet les transferts.»

Scepticisme

À la FQPPU, la présidente Arpi Hamalian reste sceptique: «Ce que les professeurs observent, c'est qu'on préconise les projets commercialisables.»

Mme Hamalian déplore cette réalité et y voit un danger pour la société, mais aussi pour l'industrie: «Si on fait de la recherche ciblée pour les besoins ponctuels des industries, on devient alors des usines de production de main-d'œuvre. Mais étant donné la courte durée de vie des industries et des technologies qui évoluent trop rapidement, nous formons donc une main-d'œuvre qui sera périmée dans cinq ans, au lieu de mettre l'accent sur une recherche de base qui va former les étudiants à plus long terme.» Sans toutefois appuyer cette position, le ministre Rochon reconnaît la nécessité, pour les entreprises québécoises, d'insister sur une recherche appliquée à court terme étant donné la compétition mondiale importante.

Mais il ne faut pas généraliser, lance Paule Leduc à l'UQAM: «Chez nous, Télélobe finance une chaire qui travaille sur les relations internationales et la sécurité. À court terme, ça ne leur rapporte pas, explique-t-elle, mais ils comprennent que ce sont des problématiques importantes dans le monde et reconnaissent l'importance de ces recherches.»

Au delà de ces analyses de

conjoncture, le débat soulevé par le financement des universités touche encore une fois à la conception de l'université et de la formation qu'elle offre aux étudiants. Selon certains observateurs, l'université, traditionnellement indépendante, est maintenant happée par le monde économique qui en fait un des rouages de sa chaîne de production. Lise Bissonnette, p.-d.g. de la Grande Bibliothèque et ex-directrice du Devoir, constate que les universités sont déjà devenues de vastes écoles professionnelles fournissant au marché du travail la nouvelle main-d'œuvre qualifiée. Sans toutefois condamner les partenariats avec le secteur privé, Mme Bissonnette espère vivement que l'université saura conserver un minimum d'indépendance en créant un climat plus vigoureux sur les campus: «Je pense que les universités doivent trouver une façon qui permettrait à tous les étudiants, qu'ils soient aux HEC, en gestion ou bien à la Polytechnique, de conserver une composante de leur formation qui ne soit pas entièrement dirigée vers leurs activités professionnelles.»

Commanditaire du savoir: le cas Pepsi à l'Université de Montréal

Des mouvements étudiants lancent un appel au gouvernement. Le ministre de l'Éducation, François Legault, n'y voit pas de scandale.

MATHIEU ROY

L'Université de Montréal signait l'année dernière une entente d'exclusivité avec le géant Pepsi Cola. Un contrat de dix ans obligeant l'Université de Montréal à ne vendre que des produits Pepsi sur ses campus en échange de quelques millions de dollars. Intrusion déplacée, publicité malsaine ou simple contrat commercial? «Il faut éviter que les universités concèdent trop de choses et se rendent compte trop tard qu'elles ont fait beau-

coup de sacrifices», explique Youri Chassin, de la Fédération étudiante universitaire du Québec, faisant ici référence à l'entente liant l'Université de Montréal à Pepsi.

D'autres y voient un cri d'alarme des universités qui ne savent plus comment réunir les fonds nécessaires à leur fonctionnement. Pour François Cardinal, qui, au moment de cette affaire, était directeur du journal étudiant de l'Université de Montréal (Quartier libre), la situation est très claire: «C'est comme ouvrir les portes du temple aux marchands, lance-t-il. Ça a commencé dans les toilettes, mais rapidement, les pubs se sont faufilées dans les corridors, puis elles se sont élargies avant de devenir lumineuses, et ainsi de suite. On prend les étudiants pour de simples consommateurs.

Avons-nous oublié le but premier de l'université, qui est de donner une formation critique de haut niveau à ses étudiants par un financement public adéquat?»

Pour certains recteurs, ces ententes strictement commerciales n'ont rien de très menaçant pour l'avenir des universités. François Tavenas, recteur à l'Université Laval, considère plutôt ces manœuvres avec un réalisme économique et qualifie le débat de faux problème: «Ces ententes n'apportent pas de contraintes à l'université mais bien une petite marge de manœuvre supplémentaire. Les montants ne sont pas très importants, quelques millions répartis sur plusieurs années, voilà tout. Il y a de toute façon des exclusivités sur le campus, alors pourquoi ne pas profiter de retombées supplémentaires?»

Quant au ministre de l'Éducation, il fait la distinction entre la publicité dans les écoles et à l'université: «Pour les moins de 18 ans, qui sont vulnérables, explique François Legault, je suis en train de baliser ces pratiques. Mais je ne vois pas de problème à ce que des adultes soient confrontés à la publicité en échange d'argent que ces compagnies donnent aux universités. Qu'on le veuille ou non, nous vivons aujourd'hui dans une société de consommation, c'est donc un débat plus large qui ne s'applique pas uniquement aux universités.»



COLLÈGE FRANÇAIS

Le collège privé québécois d'influence française

INSTITUTION PRIVÉE MIXTE

Précolaire • Primaire • Secondaire • Collégial • Transport • Pensionnat

Un gage de réussite pour vos enfants



Au Collège Français, vos enfants reçoivent un enseignement privé de qualité dans un milieu de vie stimulant.

PRÉSCOLAIRE

- Temps plein dès l'âge de 4 ans
- Classe bilingue (4 ans)
- Initiation à l'anglais et à l'informatique

PRIMAIRE

- Profils régulier et accéléré
- L'anglais dès la 1^{re} année
- Bain linguistique anglais en 6' (De Serres et Longueuil)

Pour informations :

Montréal : (514) 495-2581
Rive-Sud : (450) 679-0770
Site Internet : www.collegefrancais.ca

NOUVEAU

Transport offert pour l'île de Laval et les Basses-Laurentides

COLLÉGIAL

- 3 programmes d'études : Sciences de la Nature, Sciences Humaines et Arts & Lettres.

SERVICE DE PENSIONNAT

Offert à Montréal (primaire et secondaire) et à Longueuil (primaire).

Portes ouvertes

Les 6 et 7 octobre 1999

Brébeuf

Cours secondaire



- Pour garçons de la 1^{re} à la 4^e secondaire
- Programme sportif varié et performant
- 13 sports au choix et un programme de sports d'élite qui regroupe 230 élèves.
- Résidence : deux élèves par chambre

Examen d'admission pour la 1^{re} secondaire les samedis 30 octobre et 6 novembre 1999, à 9 h.

Téléphone : (514) 342-9342, poste 231

Télécopieur : (514) 342-2676

Courriel : direru.secondaire@brebeuf.qc.ca

Cours

collégial

Portes ouvertes le jeudi 10 février 2000, de 14 h à 21 h.

Téléphone : (514) 342-9342, poste 255

Télécopieur : (514) 342-1846

Courriel : admissions.collégial@brebeuf.qc.ca

Collège Jean-de-Brébeuf

3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) Canada H3T 1C1
Site internet : <http://www.brebeuf.qc.ca>

FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL (FAC)

Un réinvestissement dans l'enseignement collégial...

EST-CE TROP DEMANDER ?

LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS DES SYNDICATS MEMBRES DE LA FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL
1259, rue Berri • Bureau 400 • Montréal (Québec) • H2L 4C7 • Tél. : (514) 848-9977 • Télécopieur : (514) 848-0166 • Courriel : fac@lafac.qc.ca • Site Internet : <http://www.lafac.qc.ca>

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

La légalité de l'offre est contestée devant les tribunaux

Air Canada braque ses canons sur l'offre d'Onex

Le transporteur accuse Onex-American Airlines de vouloir puiser dans son avoir pour renflouer les créanciers de Canadien

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Sortant de son silence, le président et chef de la direction d'Air Canada, Robert Milton, a livré hier une véritable charge contre l'offre d'Onex, dont le caractère hostile est désormais sans équivoque. Y voyant l'ombre d'une mainmise d'American Airlines sur l'industrie canadienne de l'aviation — reléguant la présence d'Onex dans cette transaction au rang de façade —, M. Milton voit dans le scénario proposé une façon de s'emparer de plus de un milliard de dollars de l'avoir des actionnaires d'Air Canada au profit d'Onex, d'AMR et des actionnaires et créanciers de Canadien. Dans la foulée, Air Canada a déposé une nouvelle requête, devant la Cour supérieure du Québec cette fois, afin d'obtenir une déclaration des tribunaux stipulant que l'offre d'Onex contrevient à la restriction de 10 % sur la propriété publique du transporteur.

Rejet recommandé

Particulièrement silencieux depuis l'annonce d'Onex, faite le 24

août, d'une transaction impliquant l'achat puis la fusion d'Air Canada et de Canadien, avec l'appui financier d'American Airlines, Robert Milton a braqué les canons hier. Qualifiant l'offre de «*totalelement inacceptable*», il a recommandé aux actionnaires de la rejeter. Il a également mentionné qu'il voulait se donner du temps pour étudier l'ébauche d'une éventuelle contre-offre — «*Vous pouvez considérer nos partenaires de Star comme des amis*», a précisé M. Milton —, qu'il avait déjà entamé des discussions en ce sens avec des tiers et que le conseil d'administration pourrait, en revanche, recommander qu'Air Canada demeure une société indépendante.

Il a ajouté que toute contre-offre pourrait prendre quelques semaines, rappelant qu'Onex a mis au moins deux mois avant de présenter la sienne et que cette contre-offre, si elle survient, s'inscrirait à l'intérieur des paramètres actuels de la loi. En appel-conférence, M. Milton a cependant hésité devant une question l'invitant à commenter sa réaction



Air Canada a offert deux milliards à Canadien

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

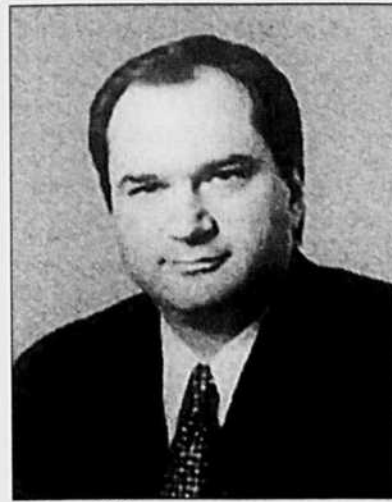
Dans sa circulaire envoyée lundi à ses actionnaires, Air Canada a précisé qu'il avait offert l'équivalent de près de deux milliards à Canadien pour l'achat de ses routes internationales. Cette offre, repoussée du revers de la main, n'aurait provoqué que 1400 pertes d'emploi, a-t-il soutenu.

Cette offre, irrévocable, a été déposée le 23 juin, après des discussions entamées en janvier dernier auxquelles assistait American Airlines. Elle comprenait l'achat des routes internationales de Canadien et d'importants accords de vols à indicatifs partagés. «*Canadien a sommairement rejeté l'offre par voie de communiqué, sans discussion ni dialogue*», qui plus est, American exerce un veto sur Canadien et ce dernier a accepté l'offre d'Onex-American Airlines en concluant une entente de blocage avec eux, «*ce qui bloque le processus et nous empêche d'arriver avec une proposition conditionnelle*», a déploré le

président et chef de la direction d'Air Canada, Robert Milton.

Selon l'offre, Canadien, qui a chiffré à quelque 500 millions ses besoins en liquidités, aurait reçu 400 millions pour ses routes internationales et 125 millions pour des pièces de rechange d'avions. Air Canada aurait également pris à sa charge une dette de 1,4 milliard associée aux avions faisant la desserte de ces routes. «*Aucun licenciement n'aurait été nécessaire à Air Canada et les pertes d'emploi à Canadien auraient été réduites au minimum, soit un chiffre estimatif de 1400*», Canadien était alors invité à se développer sur le marché intérieur tout en poursuivant son alimentation du réseau d'American Airlines.

Air Canada a également discuté d'une prise de participation «*importante mais non dominante*» dans Canadien. «*En conséquence, cette solution axée sur la compétitivité aurait maintenu la concurrence entre Air Canada et Canadien sur les lignes intérieures* [...] La restructuration en profondeur de l'industrie aurait été effectuée sans modifier les règles sur la propriété étrangère, les règles de concurrence du Canada et la règle du 10 % touchant la propriété d'Air Canada.



Robert Milton

face à une offre bonifiée qui serait acceptable et assurerait les emplois chez Air Canada. «*Nous avons un long chemin à parcourir d'ici là*», a-t-il déclaré. Il a même invité American Airlines à injecter ses 650 millions dévolus dans l'offre d'Onex au sauvetage de Canadien s'il y tenait.

La restriction du 10 %

Il a du même soufflé annoncé qu'Air Canada, de concert avec trois actionnaires individuels (des employés du transporteur, dont le président du conseil, Claude Taylor), avait engagé des poursuites devant la Cour supérieure du Québec, alléguant que l'offre d'Onex-American Airlines contrevient à la restriction de 10 % sur la propriété individuelle stipulée dans la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada.

En clair, et s'inspirant probablement d'indications véhiculées dans les médias voulant que le président d'Onex, Gerald Schwartz, aurait obtenu une garantie du gouvernement libéral à cet effet, «*Air Canada et les actionnaires veulent obtenir une déclaration stipulant qu'Onex-American Airlines ne peut poursuivre son offre tant que [cette loi] n'est pas modifiée pour que soit supprimée la restriction de 10 %* [...] Si les restrictions étaient levées, les acheteurs, coentreprises, partenaires de fusion éventuels et autres tiers pourraient manifester de façon ouverte et transparente leur intérêt d'évaluer un investissement ou une participation dans Air Canada, et ce, sur le fondement de règles de propriété uniformes qui n'accorderaient pas d'avantage injuste à l'un ou l'autre des acheteurs.

Le transporteur n'a pas été sans rappeler que «*depuis la privatisation d'Air Canada, les acquéreurs ont négocié les titres de cette dernière avec cette restriction que personne ne contrôlerait plus de 10 % des actions comportant droit de vote de la compagnie aérienne*». Et il ajoute: «*Qui plus est, si la technique envisagée par Onex-American Airlines devait aboutir, cela pourrait créer dans les faits un précédent qui signifierait que les restrictions similaires que la loi impose sur la propriété individuelle et étrangère des sociétés canadiennes, y compris les banques, les anciennes sociétés d'État, les sociétés du secteur des communications et des télécommunications [...], pourraient être rendues inopérantes.*»

Le premier vice-président aux relations gouvernementales d'Air Canada, Doug Port, va plus loin en soulignant qu'Air Canada «*estime que la proposition [d'Onex-American Airlines, placée sous le nom d'AirCo] contrevient à la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada puisque AirCo pourrait élire le conseil d'Air Canada malgré la restriction de 10 % et, en bout de piste, acquérir le contrôle complet de la société*». Cette nouvelle procédure, déposée

hier, s'ajoute à cette requête déposée devant la Cour fédérale visant à contester le recours, par Ottawa, à l'article 47 de la Loi sur les transports et demandant au tribunal de statuer que la proposition d'Onex, ou toute autre proposition éventuelle, soit soumise à l'examen du Bureau de la concurrence. Ce dédale de poursuites est complété par cette démarche, entreprise cette fois par Onex devant la Cour supérieure de l'Ontario et visant à forcer la tenue d'une assemblée des actionnaires d'Air Canada au plus tard le 8 novembre. Dans ce dernier cas, les parties doivent être entendues aujourd'hui.

Offre totalement inacceptable

Comme on pouvait s'y attendre, le conseil d'administration d'Air Canada, s'inspirant de l'avis unanime de son comité spécial et des commentaires des spécialistes Nesbitt Burns et Goldman Sachs, a recommandé aux actionnaires de rejeter l'offre d'Onex. «*Cette recommandation a reçu un solide appui d'un nombre important d'actionnaires, qu'ils soient près ou loin de la compagnie*», a renchéri M. Milton.

En soutien à son refus, Air Canada a souligné que «*l'analyse de l'offre fait ressortir clairement que celle-ci a été structurée pour venir en aide à Canadien au détriment d'Air Canada et pour diminuer de plus de un milliard l'avoir de nos actionnaires au profit d'Onex, d'AMR et des créanciers et actionnaires de Canadien*». Ce transfert massif d'avoir est totalement inacceptable et, qui plus est, l'offre ne tient pas compte de la véritable valeur d'Air Canada. Aux yeux du conseil d'administration, l'offre impose de plus «*un risque excessif*» aux actionnaires d'Air Canada. Elle soulève des questions délicates en matière de main-d'œuvre, «*qui pourraient compromettre la viabilité d'AirCo*», et des questions importantes d'ordre juridique, réglementaire et de régie.

Quant aux pertes de 5000 emplois annoncées par Onex, ce chiffre a été qualifié de minimal par M. Milton. «*Ces pertes d'emplois seront supérieures à ce nombre*. Et 70 % d'entre elles toucheront les employés d'Air Canada. On ne peut accepter cela.

Le président d'Air Canada a souligné, à double trait, que si l'offre aboutit, «*elle avantagera considérablement AMR et aura pour effet de transférer une bonne part des activités et une valeur considérable des actionnaires d'Air Canada à AMR, en plus de procurer à AMR le contrôle de fait d'importants aspects des activités d'Air Canada et de la majeure partie du secteur canadien du transport aérien*». Les actionnaires d'Air Canada, qui ne retiendront que 41 % de la «*nouvelle Air Canada*» après dilution (contre 57 % pour Onex-American), «*se voient offrir une position minoritaire dans une nouvelle entreprise affaiblie*», a-t-il enchaîné.

Enfin, Robert Milton a soutenu qu'au même titre qu'AMR n'exploitait pas Canadien au bénéfice des actionnaires de ce dernier, «*AMR n'alignera pas ses intérêts sur ceux des actionnaires de la "nouvelle" Air Canada*». AMR tirerait de bien meilleurs avantages d'ententes commerciales sous forme d'honoraires et de produits d'exploitation supplémentaires qu'elle ne le ferait de sa participation dans le nouveau transporteur.

Il a rendu AMR en grande partie responsable des déboires de Canadien. «*Depuis 1994, AMR a perçu des honoraires et des produits d'exploitation considérables, plus élevés que les pertes de 567 millions accumulées par Canadien au cours de cette période.*»

Onex n'est pas surprise

Une banque de Bavière appuie Air Canada

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Onex n'a pas été surprise par la recommandation faite par le conseil d'administration d'Air Canada à ses actionnaires. On s'est cependant inscrit en faux contre l'évaluation faite par Robert Milton de l'impact financier.

En conférence de presse hier, le président du conseil d'Onex, Gerald Schwartz, n'a pas démenti qu'il pourrait y avoir un transfert de valeur de plus de un milliard. Mais, a-t-il enchaîné, Air Canada devra également reconnaître que la transaction proposée sera également génératrice de valeur pour les actionnaires d'Air Canada. Un administrateur d'Onex, Nigel Wright, s'en est pris, pour sa part, au prix offert, soit 8,25 \$ l'action, qualifiée de «*sous la valeur marchande*» par M. Milton. «*Le cours actuel de l'action d'Air Canada est en relation directe avec notre offre*. Depuis le dépôt de notre offre, la valeur des actionnaires d'Air Canada a augmenté d'environ 700 millions.»

Dans son communiqué, M. Schwartz s'est dit surpris «*de constater à quel point nos positions sur les questions fondamentales sont rapprochées l'une de l'autre*». M. Milton ne considère pas la fusion comme posant un problème. Il veut maximiser l'avoir des actionnaires et veut protéger la situation de l'emploi. Il a insisté, de plus, pour affirmer que l'offre d'Onex répondait «*en tous points à toutes les exigences réglementaires*. Elle a été structurée de telle sorte qu'elle se conforme à la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada et au processus mis en place par le gouvernement pour faire la promotion d'une restructuration utile de l'industrie canadienne du transport aérien.

Nigel Wright a, de son côté, souligné que Robert Milton sera le chef de la direction de la nouvelle Air Canada. Même si, lors de son annonce publique, du 24 août dernier, Gerald Schwartz a plûtôt déclaré que l'actuel président de Canadien, Kevin Benson, ferait un bon chef de la direction. «*Il appartiendra à M. Milton de déterminer comment se fera la fusion entre les deux forces de travail*», a soutenu M. Wright.

MM. Schwartz et Wright ont reformulé leur souhait de voir leur offre soumise au vote des actionnaires d'Air Canada. «*S'ils pensent que notre offre n'est pas bonne, pourquoi ne la soumettent-ils pas au vote de leurs actionnaires?*» s'est demandé Nigel Wright.

Un appui de la Bayerische Landesbank

Dans un autre ordre d'idées, la Bayerische Landesbank, de Bavière, a donné hier son appui à Air Canada. Selon les commentaires recueillis par le journaliste du Devoir Claude Turcotte, le spécialiste de l'aviation et des investissements nord-américains de la banque bavaroise, Iherhard Zinn, a déclaré aux journalistes présents que l'institution appuyait le transporteur dans sa stratégie défensive. «*Si Air Canada a besoin de financement, nous sommes là*. Nous les avons déjà appuyés en des temps plus difficiles», a-t-il soutenu. Cette banque, dont le principal actionnaire est le gouvernement bavarois, n'est pas actionnaire d'Air Canada. Elle détient cependant des obligations ou autres titres de dette du transporteur. Cette banque fait également partie d'un groupe qui détient une participation de 10 % dans Lufthansa, un des principaux partenaires d'Air Canada dans Star Alliance.

M. Zinn sera de passage à Washington la semaine prochaine. Il se propose de rencontrer des membres de la direction d'Air Canada.

Courville quitte la BN

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

La prolongation, jusqu'en mars 2002, du mandat d'André Bérard à la tête de la Banque Nationale a été l'occasion, pour Léon Courville, de tirer sa révérence. Après 15 ans au sein de l'institution, M. Courville, qui aspirait à occuper les plus hautes fonctions à la BN, envisage désormais une nouvelle carrière.

M. Courville n'a pas été précis au sujet de ses projets d'avenir. Tout au plus a-t-il souligné qu'il avait un penchant pour le commerce électronique.

Ainsi, le conseil d'administration de la Banque Nationale a annoncé hier qu'il avait prolongé jusqu'en mars 2002 le mandat de M. Bérard au poste de président du conseil et chef de la direction de l'institution. Agé de 59 ans, M. Bérard occupe les plus hautes fonctions

de la banque depuis 1989. Le directeur des communications de la BN, Jocelin Dumas, a précisé que la règle des 60 ans n'était pas dans les statuts de la banque. «*Il s'agit d'une date d'admissibilité au régime de retraite et non d'une date de retraite obligatoire*».

Dans la foulée, Léon Courville, président à la banque des particuliers et des entreprises et chef de l'exploitation, a annoncé qu'il quitterait son poste à la fin du présent exercice financier, soit à la fin d'octobre. «*Après 15 ans dans le monde universitaire comme professeur à l'École des hautes études commerciales et après 15 ans à la banque, M. Courville souhaite amorcer une nouvelle carrière*», a-t-on souligné dans un communiqué.

Ce n'est cependant un secret pour personne que ce n'était pas toujours un climat de bonne entente qui régnait entre MM. Courville et Bérard. M. Courville aspirait également à occuper les plus hautes fonctions de l'institution. Lors de son arrivée, M. Bérard avait même fait l'éloge des qualités de M. Courville tout en soulignant qu'il était promis à un bel avenir au sein de l'institution et qu'il était son numéro deux. Dauphin pressenti de M. Bérard, Léon Courville a quelque peu déchanté lorsque, en septembre 1998, une restructuration à la haute direction avait permis à Jean Turmel, alors premier vice-président exécutif, de prendre du galon pour se voir confier du titre de président à la banque des marchés financiers, placements et trésoreries. Alors âgé de 53 ans, M. Turmel soulignait cependant que son intérêt était dirigé vers le monde financier, qu'il n'avait pas nécessairement le goût du marketing, de la mise en marché et des ressources humaines.



Léon Courville



LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

vous convie à un déjeuner-causerie dont le conférencier invité est



Monsieur Philippe Bourguignon
Président du Directoire de Club Méditerranée

Le lundi 4 octobre 1999
12h00 à 14h00

«*Le renouveau du Club Méditerranée: un fin mélange de gestion à l'américaine et de vision à l'europpéenne*»

Hôtel Le Reine Elizabeth
900, boul. René-Lévesque Ouest - salon Marquette, Montréal

Billet: 42 \$ membre / 49 \$ non-membre
(taxes en sus)

Réservations: Sabine Leloup au (514) 289-9594

AIR FRANCE



air transat

Heenan Blaikie



M. André P. Gauthier

Les associés de Heenan Blaikie sont heureux d'annoncer que M. André P. Gauthier s'est récemment joint à leur cabinet à titre d'associé.

Me Gauthier est un avocat reconnu dans les domaines du droit fiscal et du droit international. Il se spécialise dans la planification fiscale, le financement d'entreprises, les contestations fiscales et les opérations internationales. Il a représenté des clients devant les plus hauts tribunaux canadiens, y compris la Cour Suprême du Canada. Il a également été conseiller auprès des instances gouvernementales.

Heenan Blaikie compte parmi les plus grands cabinets d'avocats canadiens et a ses bureaux à Montréal, Toronto, Vancouver, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Ottawa et Beverly Hills (bureau affilié).

Le Fonds de la FTQ relance Blier

(Le Devoir) — Le fabricant de meubles Les Industries Blier, de Saint-Hubert, reprend ses activités sous l'impulsion du Fonds de solidarité de la FTQ et d'une aide financière gouvernementale. Il devrait s'ensuire l'embauche de 114 personnes en deux ans. «*L'investissement du Fonds de solidarité de la FTQ et la contribution d'Investissement-Québec visent à appuyer les efforts de cette entreprise dans la création d'emplois*. Les Industries Blier est un concepteur et fabricant de meubles en bois destinés aux laboratoires, hôpitaux, universités et organismes gouvernementaux. Avec la reprise de ses activités, Les Industries Blier procédera à l'embauche de 114 employés au cours des deux prochaines années», peut-on lire dans le communiqué. On prend soin d'ajouter que ces estimations sont fondées sur les prévisions de ventes et sur le carnet de commandes de l'entreprise. Le Fonds de solidarité de la FTQ investit 805 000 \$ dans l'opération. Pour sa part, Investissement-Québec apporte une contribution financière de 684 000 \$ pour la création des nouveaux emplois sur une période de deux ans.

Hausse des exportations au Canada

Au Canada, les exportations ont franchi la barre des 30 milliards en juillet, en hausse de 1,8 % par rapport à juin. Les importations ont poursuivi leur croissance pour un sixième mois d'affilée, augmentant de 0,3 % de juin à juillet pour atteindre 26,9 milliards, a rapporté hier Statistique Canada. Le solde commercial a bondi de plus de 400 millions, passant d'un surplus révisé de 2,7 milliards en juin à 3,2 milliards en juillet.

Précision

(Le Devoir) — Pour éviter toute confusion au sujet de l'article publié hier en page B 1, Equifax ne divulgue pas le numéro d'assurance sociale (NAS) sur simple demande d'un client (par exemple, une compagnie émettrice de cartes de crédit). Equifax ne communique le NAS que si le client qui fait une demande d'identification et de solvabilité d'une personne a déjà le NAS de cette dernière en sa possession.

ÉCONOMIE

LES DEVICES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Table of exchange rates for various countries including Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, etc.

Austrian Airlines choisit la sécurité et rejoint Star Alliance

AGENCE FRANCE-PRESSE

Vienne — Austrian Airlines a choisi hier la sécurité en rejoignant la Star Alliance, le réseau mondial de compagnies consolidé par Lufthansa depuis deux ans, malgré l'offre d'Air France et Delta Airlines.

Le conseil d'administration du groupe Austrian Airlines (Austrian Airlines, Luda Air et Tyrolean Airways) a annoncé avoir décidé «à une large majorité» d'entrer dans l'alliance mondiale Star Alliance à l'été 2000.

Star Alliance, la plus grosse alliance à ce jour, a été créée par Lufthansa en mai 1997 et regroupe l'américaine United Airlines, Air Canada, New Zealand Air, Ansett Australasia, Thai Airways, la brésilienne Varig et la compagnie scandinave SAS.

Avec un total de onze compagnies présentes sur cinq continents l'année prochaine, «c'est vraiment la première alliance mondiale», a insisté le coprésident du conseil, Mario Rehulka, lors d'une conférence de presse. All Nippon Airways rejoindra également Star Alliance dès octobre prochain. Singapore Airlines devrait s'y joindre également, mais à une date encore indéterminée, et Mexicana y fera son entrée en 2000. «Nous voulons faire partie d'une alliance globale forte avec des partenaires européens, américains mais aussi asiatiques», a expliqué le président du groupe Austrian coté en Bourse, Herbert Bammer.

Austrian s'attend à engranger à moyen terme 300 millions de schillings de revenus par an (33,3 millions \$ CAN) qu'elle n'aurait pas obtenus en restant avec Swissair dans le système de réservation Qualiflyer auquel participent 22 compagnies, a déclaré M. Bammer.

Des divergences de vue sur la stratégie au sein du groupe Qualiflyer et la politique de participation au capital menée par Swissair alors qu'Austrian veut rester indépendante ont été autant de critères qui ont conduit Austrian à opter pour Star Alliance, a-t-il ajouté.

Risques de conflit d'intérêts

Les dirigeants d'Austrian ont minimisé les risques de conflit d'intérêts entre leur compagnie et Lufthansa sur les liaisons Autriche-Allemagne et sur le marché d'Europe de l'Est où toutes deux sont très actives.

«Nous aurons un contrat avec Lufthansa concernant le trafic entre l'Autriche et l'Allemagne valable dix ans et susceptible d'être prolongé cinq ans», a-t-il souligné.

La compagnie Swissair, partenaire d'Austrian depuis plus de 40 ans, avait fait lundi une offre de dernière minute pour tenter de convaincre Austrian de poursuivre cette coopération et de rester avec elle dans le groupe Qualiflyer, mais cette offre a été jugée «insuffisante».

BCE Emergis investit dans le secteur de l'assurance-maladie

(PC) — BCE Emergis, une entreprise montréalaise qui fournit des solutions d'affaires centrées-réseau en commerce électronique, a annoncé hier avoir conclu des ententes fermes avec SNS/Assure Corp. et Assure Health, ainsi que leurs actionnaires, en vue de l'acquisition des deux entreprises. Les sociétés fournissent des solutions transactionnelles pour le commerce électronique principalement dans les secteurs de l'assurance-maladie et des services financiers.

Mulroney se joint au conseil de Cognicase

(PC) — Cognicase a annoncé hier avoir ajouté quatre membres à son conseil d'administration, dont l'ancien premier ministre Brian Mulroney.

EN BREF

premier ministre Brian Mulroney. Trois des nouveaux administrateurs, Bruno Ducharme (Téléystème Mobiles International), Hasanain Panju (Corporation Cinar) et Claude Boivin (Croix-Bleue du Québec et Croix-Bleue de l'Ontario), sont des dirigeants d'entreprises de pointe dans des secteurs d'activité connaissant une forte croissance, rapporte Cognicase. L'entreprise précise également que Brian Mulroney ajoutera une nouvelle dimension au conseil grâce à son expérience en tant qu'administrateur de sociétés et à son réseau de contacts à l'échelle internationale.

Projet pour taxer le commerce sur Internet

(AFP) — La Commission européenne préparait une directive visant à frapper d'une taxe à la valeur ajoutée (TVA) les transactions électroniques sur Internet, a révélé hier à Helsinki un fonctionnaire européen. Ce fonctionnaire, Donato Raponi, qui participe à une réunion des administrations fiscales européennes, a précisé que l'acheteur serait taxé en fonction du taux de TVA en vigueur dans son pays de résidence. Un projet de directive devrait être présenté d'ici à la fin de l'année, a-t-on précisé de même source.

LE MARCHÉ BOURSIER

COUP D'ŒIL

Table with columns: Volume (000), Ferme, Var. (S), Var. (%). Includes sections for La Bourse de Montréal, La Bourse de Toronto, La Bourse de Vancouver, and Le Marché Américain.

MONTRÉAL

XXM 3660,70 -83,77

TORONTO

TSE 300 6917,87 -131,25

NEW YORK

Dow Jones 10 598,47 -225,43

DOLLAR

1\$ canadien 67,76¢ us +0,13

OR

à New York 260,20 \$ us +5,80

LA BOURSE DE MONTRÉAL

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote, la compagnie junior à la Bourse de Montréal, la action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; pr = actions assorties de droits réglementés spéciaux; pr+ = actions privilégiées; r = actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; u = unité de capital-action; v = dividende variable; wt ou w = bon de souscription (warrant); z = lot brisé.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Toronto market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for New York market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Dollar market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Gold market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Vancouver market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for American market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Table of stock prices for Montreal market with columns: Titre, 52 dern. sem., Haut, Bas, Ventes C/B, Haut, Bas, Clôt., Var.

Investmax Courtage à escompte. Pour acheter 30 000 actions d'Air Canada avec une commission de 99 \$. Au téléphone ou via Internet.

chuté? Suivez leur remontée tous les samedis dans LE DEVOIR

Investmax est une marque déposée, propriété de Cognicase + Investmax s.r.l.c.

ÉCONOMIE

Alimentation Couche-Tard

Le cap sur le monde

«Nous avons décidé d'être une entreprise multinationale»

MARIE TISON
PRESSE CANADIENNE

Alimentation Couche-Tard n'a pas encore fini de digérer l'acquisition de Silcorp que, déjà, elle lorgne du côté des États-Unis et de l'Europe.

«Nous avons décidé d'être une entreprise multinationale», a déclaré le président du conseil d'administration, président et chef de la direction d'Alimentation Couche-Tard, Alain Bouchard, à l'issue de l'assemblée annuelle des actionnaires hier. «Nous voulons sortir du Canada.»

L'entreprise entend effectuer une percée aux États-Unis d'ici deux ans en faisant l'acquisition d'une chaîne de dépanneurs. M. Bouchard a indiqué qu'Alimentation Couche-Tard avait déjà songé à pénétrer le marché américain mais qu'elle était alors trop petite pour s'engager dans une telle aventure. «Ça prend une masse critique.»

Alimentation Couche-Tard a obtenu cette masse critique en faisant l'acquisition de Silcorp, en avril dernier. L'entreprise compte maintenant 1610 dépanneurs dans tout le Canada. Avec 11 500 employés, elle devrait enregistrer un chiffre d'affaires de 1,6 milliard cette année.

M. Bouchard a déclaré qu'au début, Alimentation Couche-Tard cherchait à acquérir une petite chaîne de 50 à 60 magasins. L'entreprise a cependant réalisé que des chaînes de cette taille étaient souvent dirigées par de petits entrepreneurs qui n'étaient pas à même de transmettre leur expertise. Elle a donc décidé de regarder du côté des chaînes de 200 magasins, qui peuvent avoir une équipe de gestion compétente en place et désireuse d'y demeurer sous une nouvelle direction. «Nous voulons acheter une expertise en même temps qu'un réseau.»

Il a indiqué qu'il y avait notamment de telles chaînes en

vente dans le Midwest et la Californie. À plus long terme, Alimentation Couche-Tard aimerait également conclure des partenariats en Europe, notamment en France, en Allemagne et en Angleterre. Alimentation Couche-Tard voudrait notamment s'allier à des entreprises du monde de l'alimentation de ces pays pour bénéficier de leur réseau de distribution. Alimentation Couche-Tard apporterait à de tels partenariats son expertise dans le domaine des dépanneurs. «Nous pensons que les Européens sont mal servis en petites surfaces», a soutenu M. Bouchard.

D'ici 15 ans, il s'attend à ce qu'Alimentation Couche-Tard exploite de 1500 à 2000 magasins en Europe. Aux États-Unis, il s'attend plutôt à 2000 à 3000 magasins d'ici dix ans.

L'entreprise n'abandonne pas pour autant toute idée de croissance au Canada. Elle veut notamment doubler le nombre de magasins dans l'ouest du pays d'ici cinq ans et développer son service de distribution d'essence. Actuellement, Alimentation Couche-Tard compte 442 points de vente d'essence.

L'entreprise a également retenu les services d'une firme extérieure pour l'aider à implanter un système de distribution intégré d'ici la fin de 2001, alors que ses principales ententes de distribution viendront à échéance.

Alimentation Couche-Tard a enregistré un chiffre d'affaires de 917 millions en 1998-99, comparativement à 793 millions l'année précédente. Son bénéfice net a atteint 11,5 millions, comparativement à 8,6 millions en 1997-98.

Les conséquences de l'acquisition de Silcorp ont commencé à apparaître au premier trimestre de 1999-2000. Le chiffre d'affaires a plus que doublé par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 149 millions à 367 millions. Le bénéfice net a aussi doublé, passant de 3,1 millions à 6,7 millions. Le bénéfice net par action est passé de 0,21 \$ à 0,35 \$.

Perte de 225,43 points, soit 2,1 %

Un déficit commercial record freine le Dow Jones

AGENCE FRANCE-PRESSE
ET PRESSE CANADIENNE

Le Dow Jones a perdu 225,43 points (2,1 %) hier, à 10 598,47, en raison de pressions sur le dollar et de la hausse plus forte que prévu du déficit commercial américain en juillet.

Le NASDAQ perdait 64,98 points (-2,3 %) à 2821,17 points, le Standard and Poor's des 500 valeurs, 27,95 points (-2,1 %) à 1307,58 points. Sur le marché obligataire, le rendement de l'obligation à 30 ans, principale référence, s'établissait à 6,09 % pour 6,07 % la veille en clôture.

Les États-Unis ont accusé un nouveau déficit commercial record en juillet avec 25,18 milliards de dollars, mais la reprise économique qui se confirme en Asie et en Europe, combinée à une dépréciation du dollar, devrait inverser cette tendance, selon des conjoncturistes.

La vigueur de l'activité américaine a continué à absorber les exportations de l'ensemble des autres pays aux économies stagnantes, comme le montre la progression de 1 % des importations en juillet au niveau sans précédent de 104,22 milliards de dollars.

Le fait que les États-Unis sont depuis ces dernières années le seul moteur de la croissance mondiale explique la forte aggravation de son

commerce extérieur, relévent des analystes. Le déficit pourrait ainsi se chiffrer à plus de 300 milliards de dollars cette année contre 164 milliards en 1998, selon des projections du Conference Board, un institut privé de conjoncture de New York.

Le secrétaire américain au Commerce, William Daley, a indiqué hier que «ce déficit restera probablement élevé au cours des prochains mois» alors que le rythme de l'expansion aux États-Unis demeurera encore soutenu. Ken Golstein, un économiste du Conference Board, prévoit ainsi une croissance de 4 % cette année. Ce rythme devrait se ralentir en 2000 mais demeurera néanmoins encore soutenu avec un taux probable de croissance de 3,2 % voire plus, selon lui.

Des signes encourageants

Mais malgré la nouvelle détérioration du commerce extérieur en juillet, il y a des signes encourageants de reprise sur le marché mondial, a souligné David Orr, le principal économiste de la banque First Union. Les exportations américaines se sont ainsi situées en juillet à 4,2 % au-dessus de leur niveau du même mois en 1998, a-t-il précisé. Elles ont progressé de 0,5 %, au montant record de 79,04 milliards, comparativement à juin. Les exportations vers les nouveaux pays industria-

lisés d'Asie — Hong-Kong, la Corée du Sud, Singapour et Taiwan — ont augmenté de 23 % sur un an, un signe que la reprise dans la région est bien sur les rails après la crise de 1997-98, a encore relevé cet économiste.

Le montant record du déficit commercial américain rend «encore plus improbable une intervention des États-Unis pour mettre fin à l'appréciation du yen contre le dollar», a observé David Orr. Tokyo insiste pour que les pays du G7 — dont les ministres des Finances se retrouvent samedi à Washington — interviennent de façon coordonnée pour faire baisser le yen monté à ses plus hauts niveaux face au billet vert depuis trois ans et demi et éviter de compromettre la fragile reprise dans l'archipel nippon.

Fred Bergsten, le directeur de l'Institut For International Economics, un institut d'études privé de Washington, a expliqué que le Japon aura beaucoup de mal à attendre les autres pays du G7 alors qu'il continue à enregistrer des excédents commerciaux quasi records. En juillet, les États-Unis ont accusé un déficit sans précédent de 6,8 milliards de dollars avec Tokyo. Selon M. Bergsten, la hausse du yen et l'appréciation probable de l'euro au cours des prochains mois avec la remontée en puissance des économies du Vieux Continent

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Blachford

Une société internationale de produits chimiques appartenant à des intérêts canadiens et possédant quatre unités de production aux États-Unis et au Canada est à la recherche d'un ou d'une:

Coordonnateur(trice) des affaires réglementaires

Le candidat retenu aura entre autres responsabilités:

- Définir, comprendre et appliquer les lois applicables en ce qui a trait à la protection de l'environnement ainsi qu'à la santé et sécurité.
- Préparer et tenir à jour les fiches signalétiques.
- Identifier et mettre en oeuvre des programmes de formation (environnement, santé et sécurité).
- Établir et entretenir des relations utiles avec les organismes de réglementation gouvernementaux et, si nécessaire, avec nos voisins et clients.
- Procéder à la vérification des installations et recommander des actions correctives lorsque les conditions ne sont pas conformes aux règlements.

Qualifications:

- Baccalauréat en sciences environnementales, ingénierie, chimie ou autre diplôme technique.
- 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement, de la santé et sécurité au sein d'un environnement industriel.
- Excellentes aptitudes à communiquer en français et en anglais.
- Connaissances informatiques, y compris le logiciel Microsoft Office.

Nous offrons un système de rémunération concurrentiel et d'excellents avantages sociaux, y compris une participation aux bénéfices.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

H.L. Blachford Ltée
Directeur du personnel
977, rue Lucien l'Allier
Montréal (Québec)
H3G 2C3
Télé.: 514-938-8595

Nous remercions tous les postulants. Nous communiquerons seulement avec ceux qui seront convoqués à une entrevue.

Gestion responsable: un engagement total

Certifié ISO 9001

Industrie Portes et Fenêtres

DIRECTEUR(TRICE) DES VENTES

Est du Canada

Une importante société canadienne opérant à travers le monde, est à la recherche d'une personne capable d'assumer sa nouvelle phase d'expansion commerciale au Québec.

Le(la) candidat(e) idéal(e) possède de 5 à 10 ans d'expérience à un niveau sénior de représentation industrielle. Le poste exige une interaction avec une base commerciale de quelques centaines de comptes. Un support administratif basé au centre de distribution de Montréal, travaille de concert avec le candidat choisi.

Le bilinguisme, ainsi que des compétences en gestion seront des atouts importants. La rémunération et les bénéfices reflètent l'importance du poste.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Jean Aubin
PRODUITS DUVERNAY
8220-19^e Avenue
Montréal, Qc H1Z 4J8

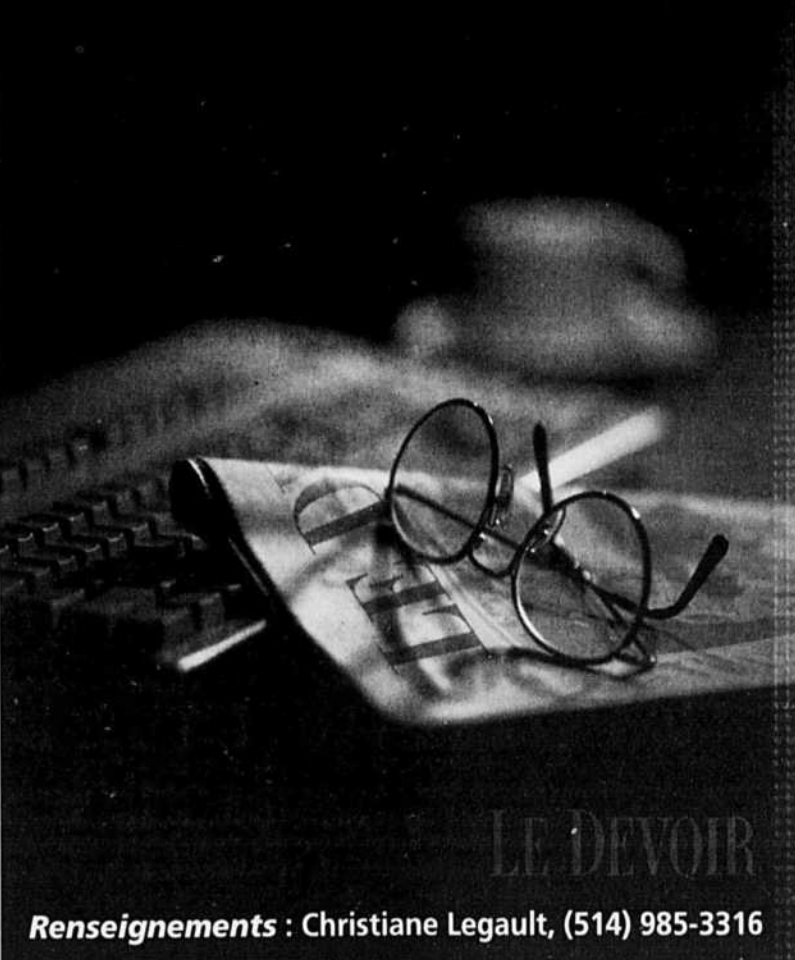
STUDIO • DIGITAL
DYAD
DIGITAL • STUDIOS

PROGRAMMEUR

DYAD, développeur de jeux (série Puzz-3D CD), cherche un programmeur. Expérience Real Time 3D et Al. Minimum 3 ans C+++. Doit connaître DirectX/Mac/PC. Bilingue.

Envoyez CV/démos à: Sylvain Croteau, Coordonnateur de la production, Studio Digital DYAD, 430 Ste-Hélène, Suite # 102, Montréal, QC, H2Y 2K7. Fax: (514) 499-1218.

www.dyad.com

Carrières
& Professions

Renseignements : Christiane Legault, (514) 985-3316

L'Institut d'études de l'art canadien de l'Université Concordia annonce la dotation de la chaire Gail et Stephen A. Jarislowsky en art canadien

Le nouvel Institut d'études de l'art canadien sollicite des candidatures pour assurer la direction de la chaire Gail et Stephen A. Jarislowsky en art canadien. La personne titulaire sera choisie parmi les éminents spécialistes de la culture visuelle canadienne et possèdera un solide dossier d'enseignement et de recherche. Elle sera chargée de lancer des initiatives de recherche visant à promouvoir la connaissance de l'histoire de l'art canadien d'autrefois et d'aujourd'hui. Elle s'engagera dans un dialogue permanent avec les établissements d'enseignement et de culture et les musées qui se consacrent à l'étude des arts visuels du Canada. Son mandat consistera également à établir des priorités et des objectifs de recherche qui facilitent toute une gamme d'activités reflétant la diversité de la communauté artistique du Canada.

L'Institut et ses fellows, en provenance de toutes les parties du pays, soutiendront des projets de recherche (publication de monographies, de revues et d'instruments de recherche) qui portent sur l'art canadien afin d'en élargir la compréhension à tous les paliers de la société. En outre, l'Institut encouragera fortement l'utilisation des technologies fondées sur l'informatique et sur l'image, notamment la vidéo, le film, Internet et le cédérom. Il cherchera à collaborer avec d'autres établissements d'enseignement et de culture et avec les entreprises privées, au Canada et à l'étranger.

L'Institut se rattache au Département d'histoire de l'art de la Faculté des beaux-arts de l'Université Concordia. Le Département s'est acquis une renommée internationale pour ses qualités d'innovation en enseignement et en recherche aux 1^{er}, 2^e et 3^e cycles (BFA, MA et PhD en histoire de l'art).

Il s'agit d'un mandat d'une durée normale de cinq ans, qui débute le 1^{er} janvier 2000. Le Département évoluant au sein d'une communauté bilingue, la maîtrise de l'anglais et du français est nécessaire. Prière de soumettre un curriculum vitae complet, un résumé d'une page de ses expériences en enseignement, en recherche et en administration ainsi que les noms et adresses de trois personnes susceptibles de fournir des références, au plus tard le 15 novembre 1999, à l'attention de: M^{me} Loren Lerner, PhD, Comité consultatif de recrutement de la Chaire Gail et Stephen A. Jarislowsky en art canadien, Département d'histoire de l'art, VA 432, Université Concordia, 1455, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3G 1M8.

L'Université souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures provenant des femmes, des autochtones, des minorités visibles et des personnes handicapées.



On vous prépare pour le monde

www.concordia.ca



Une occasion unique !
Candidature canadienne pour les Jeux olympiques d'hiver de 2010

Directeur général
Conseil d'administration de Vancouver-Whistler 2010

Le Conseil d'administration de Vancouver-Whistler 2010 a la tâche de préparer la candidature canadienne pour les Jeux olympiques d'hiver de 2010. Le Comité international olympique rendra sa décision en 2003.

Vous devrez travailler de concert avec le Conseil d'administration, un grand nombre d'intervenants importants, le secteur privé, trois différents niveaux gouvernementaux, l'Association olympique canadienne, les athlètes et les différentes organisations sportives. Vous jouerez un rôle important dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie qui assurera le succès de la candidature de la Société Vancouver-Whistler.

Vous êtes solidement établi en Colombie britannique. Vous avez des talents de leadership et un esprit d'équipe, acquis au niveau de la haute direction, et qui ensemble ont garanti la création et le succès d'une entreprise. Vous avez également des talents de leadership et de communication dans le domaine privé afin de stimuler la communauté à tendre vers un seul et même but. Votre enthousiasme, votre motivation et votre diplomatie sont sans égal. Vous avez prouvé que vous pouvez inspirer ce soutien administratif essentiel au succès d'une telle candidature. Vous avez de l'expérience dans l'arène internationale, là où la décision se prendra.

Si vous désirez en savoir plus au sujet de cette occasion unique, entrez en contact avec Kyle Mitchell, Joan Tanton, Craig Hernet ou Wendy Carter au (604) 685-0261 ou faites-nous parvenir votre curriculum vitae à Ray & Berndtson/Tanton Mitchell, 1050, rue Pender Ouest, bureau 710, Vancouver, C.-B., V6E 3S7, télécopieur: (604) 684-7988, courrier électronique: vancouver@raybern.ca. Nous communiquerons avec tous ceux qui auront exprimé de l'intérêt pour cette offre.

RAY & BERNDTSON

VANCOUVER • CALGARY • TORONTO • OTTAWA • MONTREAL

Une compréhension régionale. Une perspective nationale. Une portée globale. Bâtisseurs de leadership prépondérant dans le monde des affaires grâce à 44 bureaux à travers le monde.

LE DEVOIR

LE MONDE

En cas d'incursion de l'armée russe

Les Tchétchènes sont prêts

Maskhadov veut rencontrer Eltsine

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Le président tchétchène Aslan Maskhadov a affirmé que ses troupes contreraient «à la frontière» toute tentative d'incursion de l'armée russe sur le territoire de sa république, dans une entrevue à paraître dans l'hebdomadaire *Vlast*.

«Je n'exclus pas la possibilité d'une attaque terrestre contre notre territoire. Nous ne laisserons pas une fois de plus les soldats russes arriver au centre de Grozny. Nous sommes prêts à contre-attaquer à la frontière», a-t-il déclaré.

«J'ai l'appui absolu de la population. Il faut bien comprendre la mentalité du peuple tchétchène: la menace extérieure nous a toujours unifiés», ajoute celui qui fut le chef d'état-major des troupes indépendantistes pendant la guerre contre la Russie de 1994 à 1996.

Le président tchétchène réclame par ailleurs une nouvelle fois une ren-

contre avec Boris Eltsine pour discuter de la situation dans le Caucase. «Il faut prendre la seule décision possible, c'est-à-dire reconnaître l'indépendance de la Tchétchénie et établir dès aujourd'hui des relations stables entre les deux gouvernements», ajoute le leader indépendantiste.

M. Maskhadov condamne par ailleurs une nouvelle fois les attentats terroristes qui ont fait 292 morts en Russie en septembre. Le président tchétchène dit avoir immédiatement envoyé un message de condoléances au Kremlin après ces attentats, puis déplore que «ni Eltsine ni personne d'autre n'a présenté ses condoléances au peuple tchétchène après la mort de civils (tchétchènes) sous les bombardements russes».

Selon Grozny, près de 250 personnes ont été tuées par ces frappes d'aviation et d'artillerie, censées viser des «bases islamistes», selon l'armée russe.

À l'Assemblée générale de l'ONU

Clinton plaide pour le droit d'intervention

La Russie fait part de son désaccord

RANDALL MIKKELSEN
REUTERS

New York — Le président américain Bill Clinton a estimé hier devant la 54^e Assemblée générale de l'ONU que des nations devraient être autorisées à intervenir militairement hors de leurs frontières pour défendre les droits de l'homme.

«La manière dont la communauté internationale réagit dépendra de la capacité des pays à agir et de la perception de leurs intérêts nationaux», a déclaré le président américain.

Clinton s'est dissocié de la position du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui entend placer toute opération de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies. Le président américain a ainsi rappelé que les pays de l'OTAN avaient frappé la Yougoslavie sans l'approbation de l'ONU. Il a aussi évoqué plusieurs cas où l'intervention prenait son sens au niveau régional, comme au Timor oriental où la force de paix de l'ONU est sous commandement australien ou en Sierra Leone, où est intervenue une force africaine dirigée par le Nigeria.

«C'est approprié tant que nous travaillons ensemble, que nous nous soutenons mutuellement et que nous n'abandonnons pas notre responsabilité collective», a-t-il dit.

Le président américain a cependant voulu rappeler que les Nations unies restaient «l'institution indispensable» pour conduire les affaires internationales. «Même au Kosovo, les actions de l'OTAN ont été suivies d'un consensus clair exprimé au travers de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. [...] Si nous avions choisi de ne rien faire face à une telle cruauté, je ne pense pas que les Nations unies en

seraient ressorties plus fortes», a déclaré Bill Clinton.

La Russie

La Russie, hostile aux raids de l'OTAN au Kosovo, a insisté pour que le Conseil de sécurité, au sein duquel Moscou possède un droit de veto, soit le seul autorisé à décider d'une intervention militaire.

«L'emploi illégal de moyens ne peut que compromettre des fins légitimes», a dit le ministre des Affaires étrangères russes, Igor Ivanov, dans une allusion voilée à l'intervention militaire en Yougoslavie.

«Nous devrions adopter une attitude très prudente quant il s'agit de recourir à des mesures coercitives et, qui plus est, ne pas les transformer en un mécanisme répressif pour influencer des États ou des peuples qui ne correspondent pas au goût de certains», a-t-il ajouté. Il a aussi plaidé pour une réforme du Conseil de sécurité afin de le rendre plus représentatif.

Bill Clinton a justifié les diverses approches de son pays face aux violences perpétrées dans le monde.

«Je sais que certains s'émeuvent que les États-Unis et d'autres ne réagissent pas à chaque catastrophe humanitaire dans le monde», a-t-il dit.

«Nous ne pouvons tout faire partout. Mais ce n'est pas parce que nous avons des intérêts différents dans chaque partie du monde que nous sommes indifférents au massacre d'innocents à travers le monde», a ajouté le président.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait défendu lundi le principe d'un devoir d'intervention de l'ONU mais nombre de pays membres de l'organisation y voient les prémices d'un interventionnisme croissant des Occidentaux.

Barak se rend à Berlin

Par cette visite, il veut témoigner des changements survenus depuis la guerre

AGENCE FRANCE-PRESSE

Berlin — Le premier ministre israélien Ehoud Barak a entamé hier à Berlin une courte visite en Allemagne qui illustre, selon lui, les «changements énormes survenus en deux générations» entre les deux pays.

M. Barak, premier dirigeant étranger en visite à Berlin depuis le déménagement du gouvernement allemand de Bonn, dans la capitale, conformément à un vœu du chancelier Gerhard Schröder, s'est félicité du «lien plus étroit» établi avec l'Allemagne.

Le chancelier s'est de son côté réjoui de «la poursuite des excellentes relations» entre les deux pays, soulignant qu'elles reposaient sur une «confrontation avec l'histoire». «Cela n'intéresse pas seulement la génération des responsables, cela doit aussi intéresser chacun dans les générations futures», a-t-il ajouté.

Interrogés lors d'une conférence de presse sur l'indemnisation des travailleurs forcés sous le nazisme,

M. Schröder a estimé qu'il fallait si possible arriver à une solution «d'ici à la fin de l'année». M. Barak, de son côté, a jugé nécessaire de «résoudre dans un avenir proche» cette question et qu'il était «urgent» de dédommager les victimes qui commencent à disparaître en raison de leur grand âge.

Le chancelier a dit son «grand respect pour ce que M. Barak a montré au monde depuis son arrivée au gouvernement» et pour la «nouvelle dynamique donnée au processus de paix au Proche-Orient». Il a souligné la nécessité de faire avancer ce processus.

Pour sa part, M. Barak a remercié le chancelier pour son soutien au processus de paix et il invité M. Schröder à se rendre en Israël. Il doit également rencontrer le président allemand Johannes Rau lors de sa visite et se rendre aujourd'hui, accompagné du chancelier Schröder, au camp de concentration de Sachsenhausen, dans les environs de Berlin.

Nouvelle offensive pour forcer le départ de Milosevic

Reprise des manifestations en Serbie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Belgrade — Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier à Belgrade et dans d'autres villes de Serbie contre le pouvoir de Slobodan Milosevic, à l'appel de l'Alliance pour des changements (SZP), une coalition qui réclame la démission du président yougoslave.

Ces rassemblements devaient marquer le début d'une campagne de manifestations quotidiennes que la SZP compte mener jusqu'à la satisfaction de ses demandes: le départ de M. Milosevic et de son régime, puis la formation d'un gouvernement provisoire et la convocation d'élections libres anticipées. La SZP compte aussi lancer à partir d'aujourd'hui un «procès public du régime» qui se tiendra quotidiennement dans les villes de Serbie.

À Belgrade, environ 20 000 personnes étaient rassemblées hier sur la place de la République, dans le centre de la capitale. De nombreux manifestants portaient des masques représentant Slobodan Milosevic sous la forme d'un panneau de signalisation rond cerclé et barré de rouge.

«Nous voulons que Milosevic parte, et nous voulons retourner au Kosovo», a déclaré Slobodan Stanislavjevic, un Serbe d'une quarantaine d'années. Une Serbe de 18 ans, Tatjana Ilic, portait une pancarte avec l'inscription: «Slobo down». «Ça fait dix ans que j'espère qu'il va partir», a-t-elle déclaré.

Seuls quelques policiers étaient visibles autour de la place de la République, mais plusieurs dizaines étaient stationnées, selon des journalistes, devant le parlement serbe, le parlement fédéral et l'immeuble de la télévision officielle RTS.

Tous les principaux dirigeants de la SZP ont pris la parole à Belgrade, dont Zoran Djindjic, président du Parti démocratique (DS), qui domine l'Alliance, Vladan Batic, coordonnateur de la SZP, et Dragoslav Avramovic, ancien gouverneur de la Banque centrale de Yougoslavie, désigné comme le premier ministre d'un éventuel gouvernement de transition. «Cette fois, il n'y aura pas d'examen de rattrapage. C'est maintenant ou jamais. Ne laissons pas passer cette occasion», a lancé Djindjic.

Des meetings se déroulaient simultanément dans une vingtaine d'autres villes, selon la SZP. A Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine et deuxième ville de Serbie, plus de 10 000 manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: «Slobo, va-t-en, personne de veut de toi». A Nis, troisième ville de Serbie, quelque 20 000 personnes manifestaient, a rapporté un correspondant de l'AFP.



Les manifestants se sont réunis dans le centre de Belgrade hier pour lancer une autre série de protestations contre le président Milosevic.

À Kraljevo, la SZP a rassemblé 3 000 sympathisants, en présence d'un petit nombre de policiers en civil, selon un correspondant de l'AFP. Selon l'agence indépendante Beta, environ 10 000 personnes ont manifesté à Kragujevac, dans le sud, un millier à Zrenjanin, dans le nord, et quelques centaines dans d'autres villes.

La SZP a l'intention d'élargir le mouvement dans les prochains jours pour arriver avant la fin de la semaine à des rassemblements quotidiens dans une cinquantaine de villes.

Avec cette nouvelle série de meetings, la SZP tente de relancer le mouvement pour la démission de Milosevic, commencé il y a trois mois et dont la première phase a culminé avec un rassemblement de quelque 150 000 personnes le 19 août à Belgrade. Le mouvement a été affaibli par les désaccords au sein de l'opposition serbe, particulièrement entre la SZP et le Mouvement serbe du renouveau (SPO) de Vuk Draskovic. Le SPO, principal parti de l'opposition, ne participait pas aux rassemblements d'hier.

Le déploiement au Timor se poursuit dans le calme

Dili devient plus sécuritaire

Il faudra plusieurs semaines pour être présent dans toute la province.

AGENCE FRANCE-PRESSE,
ASSOCIATED PRESS
ET REUTERS

Dili — La Force multinationale de paix au Timor oriental (Interfet) a poursuivi son déploiement hier à Dili, la capitale de l'ancienne colonie portugaise, avec le débarquement d'un premier navire de soldats australiens. Canberra, qui commande l'Interfet, a annoncé que les soldats assureraient la sécurité des bâtiments clés autour de Dili, notamment le quartier général de l'ONU, et qu'ils se déploieraient rapidement dans le reste du territoire ravagé par les violences des milices anti-indépendantistes.

Toutefois, le commandant de l'Interfet, le général Peter Cosgrove, a estimé que les Casques bleus, dont le nombre total doit atteindre 7 500, mettraient plusieurs semaines à contrôler la partie orientale de l'île. «Il faudra encore un certain nombre de semaines plutôt que de jours avant de pouvoir être omniprésents dans toute la province», a-t-il dit en précisant qu'un deuxième grand débarquement aurait lieu aujourd'hui.

Si les soldats internationaux n'ont pas rencontré de résistance lors de leur déploiement, Cosgrove a souligné qu'il était «trop tôt pour dire que la sécurité était totalement assurée».

Trois miliciens pro-Jakarta et un combattant pro-indépendantiste ont été tués lors d'un échange de tirs près de la frontière avec le Timor occidental. Les miliciens ont en effet voulu passer en force un barrage dressé par la milice indépendantiste Falintil.

Une mission de l'ONU a par ailleurs été dépêchée dans l'ouest de l'île pour enquêter sur la disparition présumée de deux journalistes attaqués dans leur véhicule près de Baucau.

Enfin libres... le jour

Toutefois, pour la première fois depuis que le Timor oriental a sombré dans la violence à la suite du référendum, les gens, dans les rues de Dili, se sont sentis libres de manifester leur soutien à l'indépendance du territoire. De nombreux Est-Timorais ont ainsi salué l'arrivée des troupes de l'Interfet, certains enfants criant: «Bonjour messieurs!» et «Vive l'indépendance!» «Nous avons l'impression d'avoir été sauvés même si c'est un peu tard. Je pense que nous n'aurons plus à fuir», a expliqué une femme qui campe sur le port de la capitale.

Plusieurs centaines de personnes qui avaient trouvé refuge dans les montagnes pour échapper aux exactions des miliciens sont descendues dans les rues de Dili à la recherche de nourriture. Toutefois, à la nuit tombante, elles ont préféré regagner ces



Des réfugiés du camp de Dare ont fêté, hier, l'arrivée des soldats (photo du haut). Pendant ce temps, des miliciens étaient arrêtés à l'entrée de l'aéroport de la ville (photo du bas).

REUTERS

montagnes et Dili est redevenue sinistrement calme et déserte. Près de 300 000 personnes se cacheraient dans les collines et les forêts et la plupart d'entre elles n'ont reçu aucune nourriture depuis des semaines. Le porte-parole de l'ONU, David Wilmhurst, a fait savoir que le parachutage de vivres avait été retardé pour le deuxième jour consécutif en raison de problèmes logistiques.

La haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Sadako Ogata, a par ailleurs annoncé qu'une mission allait être envoyée d'ici deux ou trois jours aux Timor oriental et occidental afin d'évaluer les besoins des réfugiés.

À Jakarta, le président indonésien Jusuf Habibie a exhorté hier les parlementaires indonésiens à entériner l'indépendance du Timor oriental et considérer cette indépendance comme un moyen d'améliorer l'image de Jakarta à l'étranger. «Nous devons accepter les souhaits des Est-Timorais», a-t-il dit.

Les membres de la plus haute instance législative d'Indonésie doivent encore approuver formellement les résultats du référendum du Timor oriental lors d'une session parlementaire qui doit intervenir dans environ deux mois.

Vers la fin de son discours, Habibie a clairement fait savoir qu'il serait candidat à un deuxième mandat prési-

dentiel en novembre prochain en dépit des pressions. «En tant que combattant, je ne veux pas vous dire adieu», a-t-il dit dans un sourire.

Journalistes disparus

Un journaliste du *Financial Times* est porté disparu au Timor oriental, a annoncé le quotidien financier britannique. Le journaliste en question est disparu depuis lundi soir: «il couvrait l'arrivée de la force internationale dont les membres australiens ont été prévenus et nous aident énormément», a déclaré son rédacteur en chef. La force internationale recherchait également hier soir un journaliste du *Sunday Times* et un photographe de l'agence Gamma qui ont pris la fuite pour échapper à une attaque de miliciens anti-indépendantistes hier matin près de Dili. Leur interprète et leur chauffeur auraient été capturés par les miliciens.

Pour sa part, l'évêque de Dili, M^{re} Carlos Ximenes Belo, Prix Nobel de la paix, a accusé l'Indonésie d'avoir commis au Timor oriental «le plus grand crime contre l'humanité dans cette région du monde». Pour lui, «le peuple est-timorais a prouvé à la grande puissance indonésienne qu'il veut être libre, même s'il est, comme le disent les Indonésiens, un petit peuple, pauvre et analphabète».

EN BREF

Ulster: Trimble et Adams se rencontrent

(Reuters) — George Mitchell, médiateur du processus de paix en Ulster, a réuni hier le chef du Sinn Féin, Gerry Adams, et le dirigeant du Parti unioniste d'Ulster (UUP), David Trimble, pour faire le point sur la mise en œuvre de l'accord de paix du 10 avril 1998. L'application de l'accord, qui prévoit l'institution d'un exécutif paritaire à la tête de la province, bloque sur la démilitarisation de l'IRA, dont les unionistes font un préalable à la mise en place des nouvelles institutions. George Mitchell «na examiner quels sont les points de divergence dans l'application de l'accord et dans quels domaines des progrès sont susceptibles d'être réalisés», a déclaré l'un de ses collaborateurs. Le médiateur américain a engagé il y a trois semaines un processus de «révision» de l'accord du Vendredi saint à la demande des gouvernements britannique et irlandais.

Normalisation entre la France et l'Algérie

(Reuters) — Les relations entre Alger et Paris sont en voie de normalisation, a annoncé hier le président algérien Abdelaziz Bouteflika après avoir rencontré le premier ministre français Lionel Jospin à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. «Les choses retournent à la normalité. Nous avons levé les équivoques, les malentendus. Nous avons dit ce qui était considéré comme des non-dits jusqu'à maintenant. Nous sommes arrivés en fin de compte à une intelligence commune [...] des relations entre l'Algérie et la France, qui ne peuvent être que privilégiées», a dit Bouteflika. «Les relations entre l'Algérie et la France ont été autrefois exemplaires. J'ai l'impression que c'est un défi à relever. Elles doivent le redevenir», a ajouté l'ancien ministre des Affaires étrangères du président Houari Boumediène. Le chef du gouvernement français a été plus prudent en indiquant avoir évoqué avec Bouteflika la «difficulté» de la France à se «situer par rapport à l'Algérie au cours des dix dernières années». Il a souligné que les relations franco-algériennes devaient se bâtir dans les années qui viennent sur «cette chance historique que représente la présence d'Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Algérie avec cette légitimité, cette force qu'a données ce référendum sur la concorde nationale».

Accord improbable sur l'Irak

(AFP) — Il est peu probable que le Conseil de sécurité de l'ONU parvienne à un accord cette semaine sur un assouplissement des sanctions à l'égard de l'Irak, a déclaré hier le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook. «Je n'exclus pas que nous puissions parvenir à un accord le mois prochain, mais nous n'en sommes pas encore là», a-t-il ajouté. Il a souligné que son pays, en concertation avec les Pays-Bas, avait préparé un projet de résolution ouvrant la voie à un «assouplissement des règles sur ce que l'Irak peut importer». Ce texte, qui a reçu le soutien des États-Unis, «n'est pas la lumière au bout du tunnel, mais il trace une route claire à suivre pour la levée des sanctions», a-t-il ajouté. Il n'a pas précisé si cette absence d'accord concernait également un projet de déclaration à caractère général sur l'Irak. Cette déclaration, qui pourrait être adoptée faute de résolution précise, pourrait être examinée aujourd'hui par les directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, a indiqué lundi une source diplomatique aux Nations unies. Ce texte, contrairement à une résolution, resterait toutefois au niveau des principes sans entrer dans les détails.

Hic!

(AFP) — Les habitants d'un petit bourg de la péninsule ukrainienne de Crimée ont organisé une véritable beuverie pour fêter la découverte de quelques 20 000 litres d'alcool de contrebande sur une plage de la région, ont indiqué les autorités régionales. «Presque tous les 400 habitants du village étaient ivres morts», a affirmé un porte-parole de l'antenne régionale du ministère de l'Intérieur en Crimée. Selon lui, des hommes du village de Severnâï, sur la péninsule de Crimée, ont trouvé en fin de semaine dernière près de 100 tonnes de 200 litres d'alcool chacun, échoués sur une plage. «Il s'agissait vraisemblablement d'alcool de contrebande jeté à la mer par des trafiquants» sur le point d'être pris la main dans le sac, a relevé M. Dombrovsky. La police, avertie par un des rares habitants encore sobres du village, a récupéré près de 50 tonnes encore pleines malgré la résistance des villageois, selon la même source.

LE DEVOIR

LES SPORTS

État de la réserve collective de sang

La réserve de sang: 5 jours
Groupes sanguins en demande aujourd'hui
B -
A -

HÉMA-QUÉBEC
Info-collecte: 832-0873

LE TENNIS EN BREF

Calme plat en haut du classement

(Le Devoir et AFP) — Après le tumulte de l'US Open, le classement ATP publié hier témoigne d'un calme plat dans sa partie supérieure avec notamment le trio de tête Agassi, Kafelnikov, Sampras inchangé. Le Britannique Greg Rusedki, qui était 7^e, double son compatriote Tim Henman pour parvenir à la 6^e place, et l'Espagnol Alex Corretja, qui était 11^e, double de même l'Allemand Tommy Haas à la faveur de sa participation à la finale de Palma de Majorque. Au classement du double, les Indiens Leander Paes (5329 points) et Mahesh Bhupathi (4940 points) sont respectivement 1^{er} et 2^e tandis que le Québécois Sébastien Lareau est 5^e avec 2965 points.

Toutes les «stars» présentes à Paris

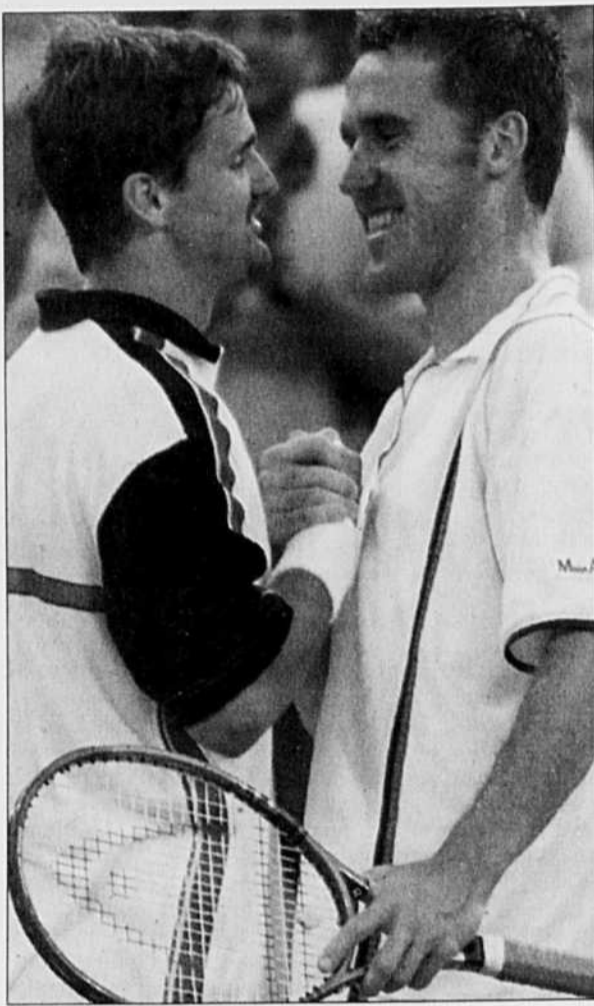
Paris (AFP) — Toutes les vedettes du tennis mondial, en lutte pour la première place du classement mondial et pour les huit places qualificatives pour les finales de l'ATP Tour à Hanovre (Allemagne), seront présentes au 14^e Open de Paris du 1^{er} au 7 novembre prochain. En effet, seuls parmi les 20 premiers au classement mondial du 20 septembre, le Brésilien Gustavo Kuerten et le Chilien Marcelo Rios doivent encore confirmer leur présence, a déclaré Patrice Clerc, le directeur du tournoi. Ce tournoi «Super-9», richement doté (2,556 millions de dollars dont 393 000 au vainqueur), sera particulièrement important pour les Américains Andre Agassi, actuel n^o 1 mondial après ses succès à Roland-Garros et à l'US Open, et Pete Sampras (six fois de suite n^o 1 mondial en fin d'année, un record) et pour le Russe Evgueni Kafelnikov qui briguent le fauteuil de «roi de l'année 1999».

Williams déclare forfait

Luxembourg (AP) — Épuisée par trois semaines épuisantes de tennis et peu encline à traverser l'Atlantique, la championne des Internationaux des États-Unis, Serena Williams, a déclaré forfait hier en vue du tournoi de Luxembourg. Il s'agit du quatrième tournoi duquel elle se retire cette année. Le circuit de la WTA a précisé que Williams pourrait perdre 16 900 \$ en bonis à la fin de la saison. Williams, âgée de 17 ans, était la favorite du tournoi doté d'une bourse totale de 180 000 \$. Les organisateurs s'expliquent mal sa décision qui démontre un «manque de respect» à l'endroit des amateurs.

Lareau cogne à la porte de Nestor

Le Québécois ambitionne de remporter une médaille à Sydney et entend prendre les moyens pour y parvenir



Lareau a déjà informé l'Américain Alex O'Brien (à droite), avec qui il a triomphé à Flushing Meadows, qu'il devra se trouver un autre coéquipier l'an prochain. Mais il n'est pas encore certain que Nestor accepte l'invitation de Lareau.

En vue des Jeux olympiques

MARC DELBES
PRESSE CANADIENNE

Sébastien Lareau, récent vainqueur en double aux Internationaux des États-Unis, a désormais les yeux tournés vers les Jeux olympiques de Sydney l'an prochain et c'est la raison pour laquelle il tente de convaincre son compatriote Daniel Nestor d'être son partenaire régulier.

Le joueur de Boucherville, qui occupe désormais le cinquième rang mondial en double, ambitionne de remporter une médaille à Sydney et il entend prendre les moyens pour y parvenir.

«J'aimerais convaincre Daniel de faire équipe avec moi régulièrement afin de nous préparer adéquatement pour les Jeux olympiques», a confié Lareau, hier après-midi, lors d'une conférence téléphonique.

«Je sais que nous pouvons bien faire ensemble. Nous travaillons tous les deux avec Louis Cayer [le capitaine de l'équipe canadienne de coupe Davis] et nous nous complétons parfaitement sur le terrain.»

Lareau et Nestor ont connu des succès ensemble, remportant notamment le tournoi de Sydney en janvier, disputé sur le site même où le tournoi olympique aura lieu. Ils ont également gagné leur match de double de coupe Davis contre les Bahamas en juillet.

Mais le problème, c'est que les deux joueurs doivent rompre avec leur partenaire respectif pour faire équipe régulièrement. Lareau a déjà informé l'Américain Alex O'Brien, avec qui il a triomphé à Flushing Meadows, qu'il devra se trouver un autre coéquipier l'an prochain. Mais il

n'est pas encore certain que Nestor accepte l'invitation de Lareau. Le Torontois a bien fait en compagnie de Mark Knowles des Bahamas cet été.

«Daniel estime pour le moment qu'il nous suffit de disputer deux ou trois tournois ensemble quelques semaines avant les Jeux. Mais pour espérer bien faire aux olympiques, il nous faut jouer ensemble toute l'année», a estimé Lareau, qui croit pouvoir obtenir les mêmes succès en compagnie de Nestor.

D'ici la fin de la saison, Lareau, au 39^e rang des boursiers avec des gains de 422 029 \$, disputera encore trois tournois en compagnie de O'Brien mais il tentera de convaincre Nestor alors que les deux joueurs renoueront pour deux tournois en Asie au début octobre.

Plus populaire que jamais

Depuis son triomphe aux Internationaux américains, Lareau n'en revient pas de l'attention dont il est l'objet, tant de la part des médias que des amateurs.

«J'ai été surpris de la couverture médiatique au lendemain de ma victoire. Je ne pensais jamais que cela aurait un tel impact, a-t-il mentionné. On ne m'a jamais autant reconnu dans la rue. Je trouve ça très agréable.»

Au lendemain de cette victoire, il s'est par ailleurs accordé une semaine de repos en compagnie de sa famille à Georgeville, non loin de Magog.

«C'était déjà planifié avant même que je me rende en finale. J'ai pu relaxer et savourer mon triomphe.»

Classé 94^e en simple, Lareau entend par ailleurs se concentrer davantage sur son simple l'an prochain. C'est pourquoi, il disputera seulement le gros tournoi en double.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Hier

| | |
|---------------------------------------|------------------------------|
| Montréal 3 | Floride 5 (1 ^{er}) |
| Montréal en Floride (2 ^e) | Houston à Pittsburgh |
| Houston à Atlanta | New York à Chicago |
| St. Louis à Chicago | Philadelphie à Milwaukee |
| Arizona au Colorado | Cincinnati à San Diego |
| San Francisco à Los Angeles | |

Aujourd'hui

| | |
|------------------------------------|--|
| St. Louis (Stephenson 6-1) | |
| à Chicago (Trachsel 6-17), 14h20 | |
| Arizona (Benes 11-12) | |
| au Colorado (Kile 8-13), 17h05 | |
| Montréal (Thurman 7-11) | |
| en Floride (Nunez 6-9), 19h05 | |
| Houston (Lima 20-8) | |
| à Pittsburgh (Ritchie 13-9), 19h05 | |
| New York (Hershiser 13-10) | |
| à Atlanta (Glavine 11-11), 19h40 | |
| Philadelphie (Wolf 6-8) | |
| à Milwaukee (Woodard 11-7), 20h05 | |
| San Francisco (Nathan 7-3) | |
| à Los Angeles (Valdes 9-14), 22h35 | |
| Cincinnati (Villone 8-7) | |
| à San Diego (Ashby 14-9), 22h35 | |

CLASSEMENT

| Section Est | | | | |
|--------------|----|----|------|--------|
| | G | P | Moy. | Diff. |
| Atlanta | 93 | 57 | 620 | — |
| New York | 92 | 58 | 613 | 1 |
| Philadelphie | 70 | 80 | 467 | 23 |
| Montréal | 63 | 86 | 423 | 29 1/2 |
| Floride | 58 | 91 | 389 | 34 1/2 |

| Section Centrale | | | | |
|------------------|----|----|------|--------|
| | G | P | Moy. | Diff. |
| Houston | 92 | 60 | 605 | — |
| Cincinnati | 89 | 62 | 589 | 2 1/2 |
| Pittsburgh | 74 | 75 | 497 | 16 1/2 |
| St. Louis | 71 | 79 | 473 | 20 |
| Milwaukee | 67 | 82 | 450 | 23 1/2 |
| Chicago | 60 | 90 | 400 | 31 |

| Section Ouest | | | | |
|---------------|----|----|------|--------|
| | G | P | Moy. | Diff. |
| Arizona | 90 | 60 | 600 | — |
| San Francisco | 82 | 68 | 547 | 8 |
| San Diego | 71 | 80 | 470 | 19 1/2 |
| Los Angeles | 70 | 80 | 467 | 20 |
| Colorado | 68 | 83 | 450 | 22 1/2 |

LIGUE AMÉRICAINNE

Hier

| | |
|-----------------------|--|
| Cleveland à Detroit | |
| Toronto à Boston | |
| Chicago à New York | |
| Baltimore au Texas | |
| Tampa Bay à Anaheim | |
| Minnesota à Oakland | |
| Kansas City à Seattle | |

Aujourd'hui

| | |
|-----------------------------------|--|
| Minnesota (Milton 7-11) | |
| à Oakland (Hudson 10-2), 15h05 | |
| Toronto (Escobar 12-11) | |
| à Boston (Rapp 6-6), 19h05 | |
| Cleveland (J.Wright 7-9) | |
| à Detroit (Moehler 9-15), 19h05 | |
| Chicago (K.Wells 3-1) | |
| à New York (Irabu 11-6), 19h35 | |
| Baltimore (Erickson 14-11) | |
| au Texas (Helling 13-9), 20h05 | |
| Tampa Bay (Wheeler 0-2) | |
| à Anaheim (Washington 2-4), 22h35 | |
| Kansas City (Witasick 8-11) | |
| à Seattle (Halama 11-7), 22h35 | |

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Lundi

| | |
|----------------|------------------|
| Vancouver 3 | Montréal 3 |
| Atlanta 3 | Caroline 2 |
| Edmonton 2 | Toronto 1 |
| N.Y. Rangers 3 | New Jersey 2 (P) |
| Los Angeles 8 | Anaheim 1 |

Hier

| | |
|--|--|
| Vancouver à Ottawa, 19h | |
| Philadelphie à Philadelphie Phintoms, 19h | |
| Calgary à Toronto, 19h30 | |
| New York Rangers au New Jersey, 19h30 | |
| Tampa Bay en Floride, 19h30 | |
| Nashville vs St. Louis à Lafayette, La., 20h | |
| Colorado à San Jose, 22h30 | |

Aujourd'hui

| | |
|--|--|
| Washington vs Caroline à Fayetteville, 19h | |
| Buffalo à Detroit, 19h30 | |
| Tampa Bay à New York Islanders, 19h30 | |
| St. Louis vs Boston à Worcester, 19h35 | |
| Los Angeles vs San Jose à Oakland, 22h30 | |
| Phoenix à Anaheim, 22h11 | |

FOOTBALL

Samedi, 18 septembre

| | |
|-------------|-------------|
| Calgary 29 | Toronto 26 |
| Hamilton 65 | Winnipeg 15 |

Dimanche, 19 septembre

| | |
|-------------|----------|
| Montréal 21 | C.-B. 12 |
|-------------|----------|

Vendredi, 24 septembre

| | |
|--------------------------------------|--|
| Saskatchewan à Winnipeg, 20h30 (TSN) | |
|--------------------------------------|--|

Samedi, 25 septembre

| | |
|-----------------------------------|--|
| Montréal à Hamilton, 15h (CC.-B.) | |
| Calgary à C.-B., 22h30 (TSN) | |

Dimanche, 26 septembre

| | |
|---------------------------|--|
| Toronto à Edmonton, 15h30 | |
|---------------------------|--|

LIGUE CANADIENNE

Section Est

| | G | P | N | PP | PC | P |
|----------|---|---|---|-----|-----|----|
| Montréal | 8 | 3 | 0 | 264 | 217 | 16 |
| Hamilton | 6 | 5 | 0 | 392 | 260 | 12 |
| Toronto | 5 | 6 | 0 | 256 | 243 | 10 |
| Winnipeg | 2 | 9 | 0 | 213 | 402 | 4 |

Section Ouest

| | G | P | N | PP | PC | P |
|----------|---|---|---|-----|-----|----|
| C.-B. | 8 | 3 | 0 | 293 | 242 | 16 |
| Calgary | 8 | 3 | 0 | 342 | 244 | 16 |
| Edmonton | 4 | 7 | 0 | 303 | 337 | 8 |
| Sask. | 3 | 8 | 0 | 237 | 355 | 6 |

Marlins 5, Expos 3 (1^{er} match)

Malgré les prouesses de Vlad...

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

Miami — Rien n'arrête Vladimir Guerrero, pas même la menace de l'ouragan Harvey. Hier, il a égalé son propre record d'équipe en claquant un 38^e circuit, un coup de canon de 447 pieds en huitième manche, mais Anthony Telford a cédé quatre coups sûrs consécutifs après deux retraits en huitième manche et les Marlins de la Floride ont remporté une victoire de 5-3 dans le premier match d'un programme double.

Alex Gonzalez a bouclé un circuit de trois points contre le partant Javier Vazquez, mais c'est Telford (4-6) qui a tout bousillé en huitième.

Les Expos avaient égalé les chances grâce au circuit de Guerrero contre Dennis Springer (6-15), qui a espacé dix coups sûrs en huit manches. Telford a donné quatre simples de suite en huitième pour permettre aux Marlins

de se sauver avec la victoire, leur 64^e de la saison seulement, eux qui veulent boucler la campagne avec moins de 100 défaites.

Vazquez n'avait pas donné de point en 13 manches et deux tiers, mais Gonzalez a mis fin à sa séquence de façon non équivoque en cinquième.

Après un double et un but sur balles, son opposant Springer a déposé l'amorti, mais on a retiré Mike Lowell au troisième sac. Après un deuxième retrait, Vazquez pensait s'en sortir, mais Gonzalez a expédié son ofrande suivante dans les gradins déserts du champ centre-gauche.

«C'est là la seule erreur véritable de Vazquez, a dit Alou. Il a laissé flotter une balle glissante, une balle qui n'a pas vraiment bougé. Mais il s'en était bien tiré à la manche précédente quand les Marlins avaient frappé quelques balles solidement.»

Anderson: saison terminée

Suwanee (AP) — La saison du porteur de ballon vedette des Falcons d'Atlanta, Jamal Anderson, est terminée à cause d'une déchirure ligamentaire au genou droit qu'il a subi au cours de la défaite de lundi face aux Cowboys de Dallas. «Ce sont des choses qui arrivent, mais il n'y a rien qu'on puisse faire», a commenté l'entraîneur Dan Reeves. Anderson s'est blessé sans qu'aucun joueur des Cowboys ne lui touche, à sa troisième course de la soirée lundi. Il a solidement planté sa jambe droite au sol, avant de tenter un déplacement latéral vers la gauche. Le genou a cédé et il s'est écroulé se tordant de douleur. Des examens approfondis ont confirmé les pires craintes des Falcons: déchirure du ligament croisé antérieur. Il devra être opéré sous peu.

Les Vikings sont désespérés

Eden Prairie (AP) — Les Vikings du Minnesota ont fait signer un contrat

LA NFL EN BREF

d'un an au joueur de ligne défensive Chris Doleman. Agé de 37 ans, Doleman aurait paraphé un contrat estimé à 400 000 \$. Il s'agit d'un retour aux sources pour Doleman qui avait amorcé sa carrière avec les Vikings. Doleman a réussi 15 sacs du quart l'an dernier avec les 49^e de San Francisco. Il pourrait donner un bon coup à l'unité défensive des Vikings qui éprouve des difficultés à exercer de la pression sur les quarts adverses depuis le début de la saison. Doleman avait annoncé sa retraite après l'élimination des 49^e en séries.

17,5 millions pour Moore

Phoenix (AP) — Le receveur de passe Rob Moore a signé hier un contrat de quatre ans estimé à 17,5 millions de dollars avec les Cardinals de l'Arizona. Agé de 31 ans, Moore a obtenu un boni de cinq millions de dollars à la signature. Moore, qui avait refusé de prendre part au camp d'entraînement de l'équipe, s'était rapporté à l'équipe trois jours avant le début de la saison.

La défense du Canadien

Des critiques jusqu'à maintenant injustifiées

PRESSE CANADIENNE

Les critiques sont nombreuses de part et d'autre. Pourtant, la défense du Canadien n'a jamais accordé plus de 30 lancers en sept matchs préparatoires, ayant même limité ses adversaires à une moyenne inférieure à 25 tirs par match. Le Canadien a concédé 21 buts au cours de ces sept matchs, mais seulement neuf à forces égales.

On dira que les joueurs d'Alain Vigneault n'ont pas affronté des formations très puissantes, ou encore qu'il manquait plusieurs bons éléments à ses adversaires, mais dans ce dernier cas, c'était vrai dans les deux clans.

Au sujet des 12 buts accordés par les unités spécialisées, neuf avec l'avantage numérique, Vigneault a rappelé que, en raison du grand nombre de matchs disputés jusqu'ici (sept en dix jours!), on n'a pas eu l'occasion en-

core de pratiquer ces facettes du jeu. Encore à son dernier match, le Canadien, privé de Vladimir Malakhov, a limité les Canucks de Vancouver, Mark Messier, Alexander Mogilny et Markus Naslund à 26 lancers en 65 minutes.

Après avoir dit que Francis Bouillon était le défenseur avec lequel il s'était senti le plus en confiance au cours de ce match, Vigneault a pris la peine de spécifier: «Mais je ne pourrais pas identifier un défenseur qui a mal paru.»

Le groupe comprenait, outre Bouillon, deux autres recrues, Miloslav Guren et Byron Briskie, ainsi qu'Igor Ulanov, Scott Lachance et le nouveau-venu Barry Richter. Outre les grands blessés Vladimir Malakhov et Patrice Brisebois, deux autres vétérans assurés d'un poste, le nouveau défenseur numéro un Eric Weinrich et Craig Rivet, n'étaient même pas en uniforme, tout comme Alain Nasreddine, sur la corde raide

C'est encore Bouillon, maintenant assuré de commencer la saison à Montréal et même dans un premier rôle, qui a obtenu le plus de temps de glace, soit plus de 24 minutes, à son troisième match en quatre soirs.

Ulanov et Bouillon sont tout de même conscients des doutes entretenus à l'endroit de la défense tricolore, mais cela ne fait que les motiver davantage. On va leur montrer...

Mais en dépit de toutes ces données positives, Vigneault a été le premier à dire qu'il ne voulait pas insulter notre intelligence en prétendant qu'il avait une confiance aveugle en sa défensive. Et qu'il allait falloir attendre de voir comment celle-ci va réagir match après match quand ça va compter pour vrai.

Et presque tout le monde n'en croit pas moins que le Canadien n'ira pas loin avec la défense qu'il présente sur papier.

Cahier spécial

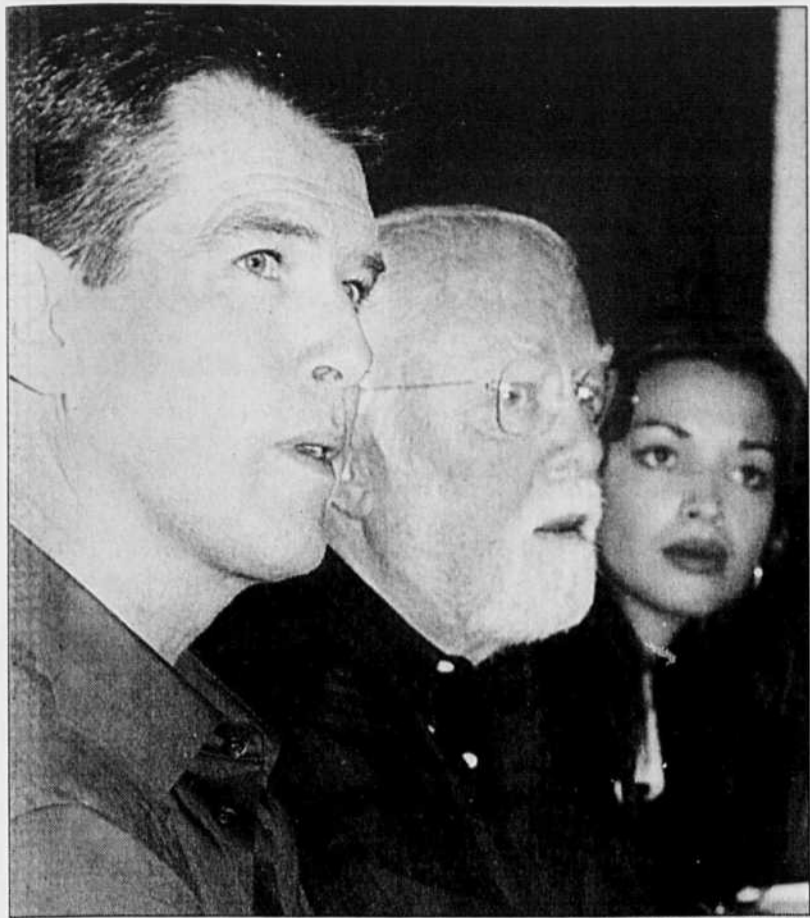
publié le samedi 2 octobre 1999

Professions

Date de tombée: le vendredi 24 septembre 1999 LE DEVOIR

• CULTURE •

Grey Owl



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE CINÉASTE BRITANNIQUE Richard Attenborough en rencontre de presse à Montréal entouré des deux interprètes principaux de son film: Pierce Brosnan (qu'on voit plus souvent en James Bond) et Annie Galipeau, (une jeune comédienne de Maniwaki) tenant son premier grand rôle au cinéma.

Vie littéraire

Poètes catalans invités

DAVID CANTIN

Plusieurs connaissent la richesse architecturale et musicale de la Catalogne. Il n'y a qu'à évoquer les noms de Gaudi, Tapiés, Miró ou Frederico Monpou pour s'en apercevoir. Néanmoins, la poésie catalane se fait rare dans le milieu des lettres francophones. On ne trouve que quelques traductions de certains recueils de Raymond Lulle, Salvador Espriu, Miquel Martí i Pol et Felip Formosa.

Professeure en littérature et en musique au cégep de Sainte-Foy, Françoise Cantin (aucun lien de parenté avec l'auteur de cet article) est toutefois animée d'une véritable passion pour cette poésie qu'elle rapproche de la nôtre. Après plusieurs mois de recherches, de travaux et d'appels, elle réussit enfin à mettre sur pied une première soirée de poésies et de musiques catalanes à Québec.

Dès cet après-midi, elle attend l'arrivée des poètes Miquel Desclot et Anna Montero en vue du spectacle du 24 septembre au pavillon Casault. Avec l'aide du cégep de Sainte-Foy, de l'Université Laval et de Francesco Parcerisas de l'Institut des lettres catalanes, cet événement revêt une importance culturelle primordiale. Depuis très longtemps, des racines profondes semblent unir le destin de la Catalogne et celui du Québec face à la France. Outre les problèmes de législation lin-

guistique, certaines voix poétiques catalanes et québécoises semblent se répondre mutuellement. Sans vouloir les associer trop rapidement, Françoise Cantin entend dans l'œuvre d'Espriu un écho à celui de Miron; des strophes de *La Peau de taureau* répondent à celles de *L'Homme rapaillé*.

Un premier pas nécessaire

La venue de Miquel Desclot et d'Anna Montero permettra-t-elle des échanges fructueux entre ces deux cultures poétiques? On peut déjà prévoir un premier pas nécessaire avec certains poètes et éditeurs de Québec comme de Montréal. Après un bref séjour dans la métropole demain, l'itinéraire des poètes les entraînera jusqu'à la soirée du 24.

Animé par le poète québécois Guy Cloutier, ce spectacle sur la culture catalane comportera plusieurs volets. Il s'agira, principalement, d'une lecture de poésie de Desclot et de Montero. Toutefois, elle sera entrecoupée de mélodies traditionnelles, de la musique de Monpou, d'Oradors et d'interventions sur les grandes époques de la poésie catalane.

Ces nuances permettront de mieux saisir les tendances contemporaines ainsi que les affinités possibles avec le Québec. Au programme, les spectateurs pourront entendre la voix de la soprano Hélène Fortin, de la comédienne Léa-Marie Cantin, tout comme

le jeu de la pianiste Rachel Martel et du saxophoniste Rémy Ménard. Autre aspect intéressant, les poètes liront leurs œuvres en catalan et en français, ce qui devrait prononcer les contrastes. Selon l'organisatrice, les voix très différentes des deux poètes devraient surprendre tout en occasionnant quelques résonances.

Déjà, dans ses cours, Françoise Cantin sensibilise ses étudiants aux questions et aux poétiques de la Catalogne. A plus long terme, elle souhaiterait bâtir un fond considérable de poésie et de littérature catalane au cégep de Sainte-Foy. Son but ultime est de ne pas avoir à passer par l'intermédiaire de la France mais de construire des liens solides et directs au Québec dès maintenant. Cela nécessitera, sans doute, l'appui de plusieurs organismes. Toutefois, Françoise Cantin ne semble vouloir reculer devant rien. Quelque peu déçue, elle ne pouvait confirmer la présence initiale à Québec du poète et scénariste Jaume Subirana. Pour l'instant, la tâche semble colossale pour une seule personne. Il ne reste plus qu'à attendre le soir de cette première des plus fascinantes.

POÉSIE ET MUSIQUES DE CATALOGNE

Salle Henri-Gagnon du pavillon Casault de l'Université Laval
Le vendredi 24 septembre à 19h30

Coincée...

Agnès Maltais parvient à se faire entendre au Mexique

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

La ministre de la Culture du Québec, Agnès Maltais, a déclaré à l'issue de la réunion informelle des ministres de la Culture, à Oaxaca, au Mexique, que la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, avait été «correcte» en lui accordant le droit de parole mais que, malgré tout, «les relations n'étaient pas simples, pas faciles». Même si ce fut surtout à l'occasion de rencontres informelles, «j'ai pu échanger avec les 18 ministres de la Culture sur la diversité culturelle et la conservation du patrimoine», a-t-elle expliqué lors d'un entretien téléphonique. «J'ai demandé le statut de gouvernement participant», a-t-elle ajouté en précisant que cette position est appuyée, selon elle, par plus de 80 % des Québécois.

Au Mexique, Agnès Maltais a abordé les dossiers de la jeunesse, des nouvelles technologies et «de la responsabilisation par rapport à la dévolution des pouvoirs» et exposé à ses homologues de divers pays le mode de consultation de son ministère sur ces questions. Mme Maltais dit qu'elle a un très bon contact avec le ministre mexicain de la Culture du Mexique, Rafael Tovar y Vitereso, d'autant plus que 80 % des relations culturelles du Mexique avec le Canada se font à travers le Québec. Par ailleurs, elle a eu des discussions avec Catherine Trautmann, ministre française de la Culture, et avec celui qu'on appelait à l'époque «le vieux sage du Sénégal», soit l'écrivain-ministre Kané. «Mais je n'ai pas de présence officielle, déplore-t-elle. C'est difficile, dans ces conditions, de parler au nom des gens de la culture québécoise.» Si la culture québécoise fait son chemin sur la scène internationale, sa présence sur le plan politique n'est pas assez reconnue, selon la ministre Maltais.

Pour l'occasion, Terre-Neuve avait été invitée par le Canada au même titre que le Québec parce que la province sera l'hôte de la prochaine rencontre interministérielle des ministres de la Culture du Canada. Bilan de la rencontre mexicaine? Agnès Maltais conclut avec prudence: «Avec Mme Copps, nos voix se sont additionnées.»

CINÉMA

Le microcosme montréalais en condensé

WARSHAW SUR LA MAIN

Réalisation: Tally Abecassis. Documentaire. À l'ONF, tous les jours jusqu'à dimanche, à 19h.

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

S'il est une institution solidement implantée à Montréal, c'est bien le magasin, épicerie, vendeur-de-tout qu'est Warsaw sur le boulevard Saint-Laurent. A la fois bazar et foire alimentaire, Warsaw, fondé en 1935, est toujours demeuré entre les mains d'une même famille. Mme Levy (née Helen Florkevitch), fille des fondateurs, au-

jourd'hui septuagénaire, est toujours au poste, bon pied bon œil pour veiller au grain et diriger les troupes multiethniques tant du personnel que des clients. Car Warsaw est une marmite de tout ce que Montréal abrite comme cultures, comme minorités: musulmans, juifs, punks, drag queens, francophones, Italiens et tous les autres. Warsaw, c'est le microcosme de la métropole sur une Main qui constitue en soi la jonction de tous les peuples.

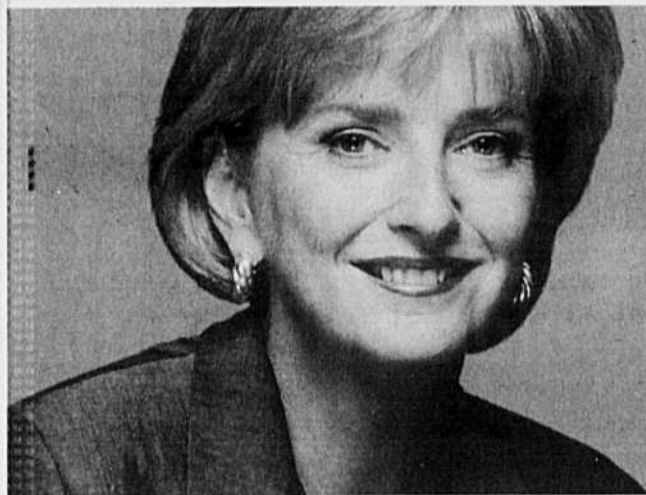
Pour son premier documentaire, Tally Abecassis a donc abordé de front une institution fort populaire et l'a fait sur une période d'un an à travers plusieurs entrevues fort sympathiques,

des caissières un peu folles au vieux Grec Spiros qui s'agit entre fruits et légumes, jusqu'à Mme Levy elle-même, qui évoque ses souvenirs de jeunesse et philosophe sur la vocation élargie de l'établissement et sa politique des bas prix. Un montage très dynamique, souvent amusant, met l'accent sur le côté humain de l'entreprise surtout à travers l'escadron de caissières qui papotent, rêvent d'un avenir meilleur et travaillent entre deux confidences mais assurent en chœur que Warsaw, c'est leur seconde famille. À preuve: on ne compte plus les mariages qui se sont conclus entre les membres du personnel. Les employés sortent ensemble le

soir, ont tous leurs clients préférés, des gens âgés souvent, vieux habitués qui viennent hanter Warsaw jour après jour.

On apprendra aussi l'origine du nom Warsaw. Les parents de Mme Levy étaient illettrés. Arrivant de Varsovie, ils ouvrirent un magasin général sur la Main. Comme un peintre passait dans la rue avec ses pots de peinture et ses pincesaux, il offrit d'inscrire le nom du propriétaire sur la devanture. Incapable de l'orthographe, celui-ci dit, en anglais: «Mettez Warsaw. Après tout, c'est de là qu'on vient...» Le film, mélange un brin d'histoire au portrait de la fourmière actuelle. D'une génération à

l'autre, les Levy s'impliquent; c'est un des petits-fils de la propriétaire qui a trouvé le slogan: «On trouve de tout: de frites à croissants.» Bref, un regard rigolo sur cette institution aussi fantaisiste que vénérable. Le fait que la cinéaste ait suivi l'évolution du magasin sur une période d'un an nous permet de voir l'endroit changer. Les caissières délaissées et pas toujours vaillantes s'en vont pour laisser la place à de petites abeilles travaillantes. Mais Warsaw reste Warsaw avec sa faune et l'invariable amoncellement des marchandises les plus disparates qui s'y étalent: tomates, meubles et paniers d'osier, toutes couleurs unies.



LES RÈGLES DU JEU CE SOIR 20 H
ANNE-MARIE DUSSAULT

Val d'Or ne roule plus sur l'or.
Entrevue avec Charles Sirois, PDG de Téléglobe.



Télé-Québec
www.telequebec.qc.ca

• À LA TÉLÉVISION •

| CANAU | 18h00 | 18h30 | 19h00 | 19h30 | 20h00 | 20h30 | 21h00 | 21h30 | 22h00 | 22h30 | 23h00 | 23h30 | minuit |
|-------------|-----------------------|-------------------|--------------------------------|---|--|---------------|-------------------------|--|--|---|---------------------|---|---------------------|
| SRC | Ce soir | | Virginie | Caserne 24 | Balzac (3/4) | | L'Ombre de l'épervier | | Le Téléjournal/Le Point | | Nouvelles du sport | Cinéma / LE SPASME DE VIVRE (5) (23:28) | |
| TVA | Le TVA | Piment fort | Poule aux oeufs d'or | Fleurs et Jardins | Le Retour | | Rue L'Espérance / Début | | Le TVA | Le Poing J / Dominique Michel, Maman Dion | Sports / Loteries | Pub (0:01) | |
| TQ | Macaroni tout garni | Improvisissimo | Les Choix de Sophie | Cent Titres | Les Règles du jeu / Entrevue avec C. Sirois | | Les Francs-tireurs | La Face cachée... | Épopée en Amérique / Explorer un continent | | Les Choix de Sophie | Le Présent du passé | |
| TQS | Le Journal (17:00) | Flash / M. Grenon | Catastrophes | Cinéma / CIBLES DE CHOIX (5) avec William Baldwin, Cindy Crawford | | | Le Grand Journal | | La fin du monde... | 110% | Aphrodisia | Flash | Sexe et Confidences |
| RDI | Euronews | Capital... | Le Monde | ce soir | Martin Luther King | | Journal... | Maison neuve à l'écoute | | Le Canada aujourd'hui | | Téléjournal | |
| TV5 | Télécinéma | Panorama | FR2 (19:05) | Envoyé spécial | | | ... (21:05) | Remedios de Cuba | Jrnl belge | Journal | Soir 3 | TV5 | |
| D | Contact Animal | | La Planète en furie | | Carnets de vol | | Biographies / Mandela | Les Incorruptibles | | Cinéma / WINCHESTER 73 (4) | | | |
| VIE | Sortie gaie | Copines... | Maigrir... | Santé... | Diagnostic | | Dos Ado / Le Téléphone | L'Hôpital... | Allô docteur | | Copines... | Miniséries | |
| MP | Clip | | | | | | ...Pluche | Hollywood PQ | Clip | | | | |
| MX | Les Immortels | | Ed Sullivan | Pop up | Musicographie/Beach Boys | | Les Immortels | Génération 80 | | Beach Boys | | Pop up | |
| CF | Zone... | Clueless | | | | | | | | | | | |
| TTF | Ned... | Redwall | Fifi... | Sam... | Angela... | Ren... | Simpson | Drôle... | Duckman | South Park | Simpson | Ned... | Ren... |
| RDS | Motorisé | Sports 30 | Mag | Baseball / Blue Jays - Red Sox | | | | | | Sports 30 | Mag | Sports 30 | Quilles |
| TFO | ...enfants | Volt | | | Spécial TFO | Ligne ouverte | | Cinéma / EN CONDUISANT... (3) | | Panorama | | Volt | |
| CBC | News | News | Road... | Country | ...Air Force | This Hour | DaVinci's Inquest | The National / CBC News | | National... | News | Cinéma | |
| CTV (Mont.) | Pulse | | Access | Home... | Two Guys... | Norm | Law & Order | Second City 25th... | | CTV News | Pulse | Family Law | |
| GBL | News | Nat. News | Addams... | E.T. | Beverly Hills, 90210 | | Get Real | Chicago Hope | | PSI Factor | | Xena | |
| TV0 | ...Bus | ...Kids | Global... | 2 Fat... | Studio 2 | | Births, Marriages... | Cinéma / ALMA (4) Documentaire | | Studio 2 (23:40) | | ... (23:35) | Politi. (0:05) |
| ABC | News | ABC News | Cudge Judy | Frasier | Two Guys... | Norm | Drew Carey Grow up | 20/20 Wednesday | | News | | Late Night (23:35) | |
| CBS | News | | CBS News | E.T. | The 33rd CMA Awards | | | | | | | The Tonight Show (23:35) | |
| NBC | News | NBC News | Jeopardy | Wheel... | Dateline NBC | | The West Wing / Début | Law & Order | | | | Star Trek: Voyager | |
| FOX | Caroline... | Home... | Drew Carey | 3rd Rock | Beverly Hills, 90210 | | Get Real | Dawson's Creek | | Drew Carey | | Star Trek: Voyager | |
| PBS (Burl.) | Newshour | | Nigh. Bus. | ...North | Climb Against the Odds | | Seeking Solutions | | Pete Peterson | | | Cinéma / SARAFINA (5) | |
| PBS (Plat.) | BBC News | Nigh. Bus. | | | Learn and Live | | Morrow... | Independent Lens | | News | | Charlie Rose | |
| CTV (Corn.) | News | | Wheel... | Jeopardy | Two Guys... | Norm | Drew Carey Grow up | Law & Order | | CTV News | News | Open (0:05) | |
| A&E | Simon & Simon | | Law & Order | | Biography / Jerry Springer | | Investigative Reports | American Justice | | Law & Order | | Biography | |
| BRAVO | Joshua Redman | | Videos | Spoken... | Cinéma / DIEPPE (4) avec G. Reineke, V. Garber (1/2) | | The Vice | | | NYPD Blue | | Homicide | |
| DISCOVERY | How'd they do that? | | @discovery.ca | | Wild Discovery | | Wings / The Valiant Few | Snake Week | | @discovery.ca | | Wild... | |
| HISTORY | It Seems... | Fashion... | Spice... | History. | It Seems... | Myths | The Canadians | Turning Points | | Tour of Duty | | Canadians | |
| NEWSWORLD | News | Bus. News | News | News | timeFRAME | Counter. | The National | Antiques Roadshow | | News | World Reports | National | |
| SHOWCASE | Madison | Red Dwarf | Counterstrike | | John Woo's once a Thief | | Due South | Cinéma / THE ENGLISHMAN WHO WENT UP... (4) | | ... (0:05) | | | |
| LEARNING | Bob Vila's Home again | | 48 Hours / Supercarrier | | Extreme Machines | | Super Racers | | | | Extreme Machines | Super... | |
| LIFE | Life... | Good Dog | Images | ... | Real Families | ...Homes | Extra | Brigitte... | Foodes. | ...Dinner? | ...Families | ...Homes | Extra |
| TSN | ...Record | Sportsdesk | Baseball / Blue Jays - Red Sox | | | | | | ...Record | Sportsdesk | | WCW | |
| SPORTSNET | Sports | ...Baseball | Championship Rugby | | | | Goin' Deep | SportsCentral | | Fox News | | Last Word | |
| YTV | Addams... | Weird-Oh's | ...Beast... | | Farscape | | ...Holmes | Boy Meets | Student... | Goose. | Addams... | Beasties | ...Served? |
| CANAU | 18h00 | 18h30 | 19h00 | 19h30 | 20h00 | 20h30 | 21h00 | 21h30 | 22h00 | 22h30 | 23h00 | 23h30 | minuit |

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

GRANDS REPORTAGES

Un portrait inédit de Martin Luther King, signé par la BBC.

RDI, 20h

LES RÈGLES DU JEU

Parmi les sujets, une entrevue avec Charles Sirois.

Télé-Québec, 20h

RUE L'ESPÉRANCE

Début d'un nouveau téléroman écrit par Jacques Savoie, avec Serge Postigo en vedette, l'histoire d'un groupe de jeunes Montréalais qui devront lutter contre un «méchant» promoteur immobilier.

TVA, 21h

LA FACE CACHÉE DE LA UNE

Serge Chapleau et Chantal Hébert veulent analyser la façon dont la ministre Louise Harel est actuellement traitée dans les médias.

Télé-Québec, 21h30

LE TÉLÉJOURNAL - LE POINT

Le Point présente un grand reportage sur les difficultés des garçons à l'école.

Radio-Canada, 22h

C Le meilleur de la
Chaîne culturelle
samedi, en page 8 de
L'Agenda du Devoir

LE DEVOIR CULTURE

Toute la littérature québécoise
à la librairie Gallimard!
3700 boul. Saint-Laurent, tél. : 499-2012

MÉDIAS

Quebecor montré du doigt

Les liens sont-ils trop étroits entre Le Journal de Montréal et TQS?

Les journalistes du *Journal de Montréal* en ont assez et trouvent que Quebecor exagère. Ils pressent donc le CRTC de se pencher sur les liens trop étroits entre *Le Journal de Montréal* et Télévision Quatre Saisons (TQS), qui sont tous les deux la propriété de Quebecor.

Paul Cauchon
Le Devoir

«C'est inquiétant pour la qualité de l'information au journal... Ça nous préoccupe beaucoup, et nous avons l'air de nous servir du journal pour mousser les filiales de Quebecor. Personne n'est vraiment dupe dans la salle de rédaction.»

Ce cri du cœur est lancé par Martin Leclerc, président du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* (STJM).

La raison de cette inquiétude? Les pressions répétées de la haute direction de Quebecor pour faire mousser TQS dans les pages du *Journal de Montréal*, selon le syndicat.

L'affaire est assez sérieuse pour que le STJM ait décidé d'envoyer la semaine dernière une plainte au comité de surveillance de TQS.

On se souvient que, lors des audiences du CRTC de l'été 1997 sur l'achat de TQS par Quebecor, des représentants de la profession journalistique s'étaient inquiétés des impacts possibles de cette vente.

Le CRTC avait alors suscité la création d'une sorte de «comité de sages», dont on connaît mal le fonctionnement pour le moment, et qui est formé de trois personnes indépendantes des deux entreprises, soit Andréanne Bournival de l'ONF, Pierre Trudel de la faculté de droit de l'Université de Montréal et Guy Morin, auparavant de la Place des Arts. La création de ce comité avait particulièrement été suggérée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Dans sa plainte déposée au comité en question, plainte envoyée hier à quelques médias, le syndicat soutient que «TQS est intervenue à maintes reprises au *Journal de Montréal* de manière à orienter la façon dont ce quotidien a traité les nouvelles la concernant». L'accusation est plutôt sérieuse mais la plainte détaille un certain nombre de faits précis. Par exemple, en octobre 1998, une intervention du directeur de l'information auprès de la chroniqueuse de télévision du *Journal*, Suzanne Gauthier, pour qu'on lui soumette désormais tous les textes écrits sur TQS avant publication, parce que l'éditeur du journal, Pierre Francœur, pourrait ainsi «savoir de quoi il retourne lorsqu'il se fait réveiller par des boss de TQS, le matin».

On cite également le cas d'une intervention survenue en mai dernier alors que le président de TQS, René Guimond, avait envoyé au président de Quebecor, Pierre Karl Peladeau, une note de service l'avisant que TQS préparait un blitz promotionnel auprès des médias à l'occasion de la sortie des sondages BBM. La direction du *Journal de Montréal* aurait alors fait pression pour publier rapidement un article sur TQS, selon le syndicat.

La chroniqueuse Suzanne Gauthier avait également été convoquée en mai



par la rédactrice en chef du journal pour se faire dire que l'éditeur trouvait que le télé-horaire publiait trop de pages frontispices consacrées à TVA. Suzanne Gauthier a d'ailleurs démissionné cet été de son poste de chroniqueuse, se disant incapable, selon le syndicat, d'endurer les «invitations, incitations, pressions subtiles et réprimandes» destinées à «baliser» sa couverture de la télévision et de TQS en particulier.

Promouvoir TQS plus qu'un autre réseau?

Lors des audiences du CRTC de l'été 1997, TQS avait déclaré, dans son code d'éthique, qu'elle se devait d'être «indépendante des salles de nouvelles et des professionnels de l'information des journaux de CQI [Quebecor] tout au long des étapes menant de la cueillette de l'information à sa diffusion auprès du public».

Le syndicat allègue auprès du comité de surveillance que *Le Journal de Montréal* «a concentré ses efforts pour promouvoir TQS» et il demande au comité de faire enquête sur cette affaire en rencontrant, entre autres, les cadres de la salle de rédaction, individuellement et sous le sceau de la stricte confidentialité.

Lors des audiences, le CRTC avait insisté sur l'indépendance éditoriale et fonctionnelle de TQS par rapport aux quotidiens de Quebecor et le syndicat fait remarquer aujourd'hui que «cette indépendance fonctionnelle doit impliquer les services de promotion et de relations publiques des deux médias de sorte qu'aucun des deux services ne tente d'influencer l'information journalistique produite par l'un ou l'autre des médias».

Il faudra suivre avec attention l'évolution de cette histoire, mais en attendant n'importe quel lecteur ordinaire a pu remarquer, par exemple, que, lors de l'ouverture des nouveaux locaux de TQS dans le centre-ville à la fin août, *Le Journal de Montréal* a offert une couverture exceptionnelle de l'événement, publiant une énorme première page et plusieurs pages intérieures avec photos.

Bientôt les nouvelles sur Internet

Il nous reste peu de place aujourd'hui pour développer d'autres sujets, sinon pour signaler que c'est aujourd'hui que *Le Téléjournal* de Radio-Canada entreprend une nouvelle expérience sur Internet. A l'occasion d'un reportage du *Point* consacré à l'échec des garçons à l'école, sujet populaire depuis quelques années, Radio-Canada placera en ligne sur son site Internet (www.radio-canada.ca) un résumé du reportage et une partie de la recherche effectuée, ainsi qu'une entrevue complète avec un des intervenants rencontrés.

Il s'agit pour *Le Téléjournal/Le Point* d'une sorte de test puisque l'équipe de l'émission entend non seulement répéter plus largement cette expérience lors de reportages futurs mais également diffuser les prochains mois sur Internet le *Téléjournal* au complet.

pcauchon@ledevoir.com

Le Mois de la photo

Gros plan sur les coops d'habitation

L'Écomusée du fier monde livre l'expérience en photos

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Ce sont des histoires de chantiers monstrueux, d'après-midis de peinture et de soirées de fête dans la cour, de voisins qui s'entraident pour garder les enfants ou pour garnir les plates-bandes. Surgies dans la désuétude d'un quartier postindustriel, fournissant des habitations convenables et à prix modique, les coopératives d'habitation portent leur vent d'espoir pour les familles défavorisées qui peuplent le Centre-Sud.

Les photographes Benoit Aquin, Jean-François Leblanc, Normand Blouin, Normand Rajotte et Michel Tremblay ont saisi au vif les habitants des coops dans l'intimité du quotidien et les ont rendus, encadrés sur les murs de l'Écomusée du fier monde à partir d'aujourd'hui. Ils ont intitulé l'exposition: *Le Centre-Sud, des gens ou des maisons, ou: Les gens qui transformaient les maisons barricadées en habitations communautaires*. Elle est présentée jusqu'au 18 novembre et a été créée dans le cadre du Mois de la photo.

Des oasis

Le tout est une initiative du groupe Alerte Centre-Sud qui, à partir de 1994, s'est lancé dans l'achat et la rénovation de onze projets de coopératives d'habitation et un organisme sans but lucratif.

L'expérience visait la transformation de 21 immeubles désaffectés ou barricadés, souvent depuis de nombreuses années, qui favorisaient l'apparition du vandalisme ou de nuisances dans le quartier.

C'était le cas par exemple de deux édifices de la rue Dorion, presque sous le pont Jacques-Cartier, dont l'un n'avait pas été habité depuis 24 ans. Les squats y avaient élu domicile et les lieux étaient dans un état lamentable quand les futurs membres de la coop y ont mis les pieds pour la première fois. Séduits par le site et par la cour de l'immeuble, les membres fondateurs de la coop, aidés d'Alerte Centre-Sud et de quelques subventions de l'État, l'ont transformé en coopérative où chacun se partage les tâches d'entretien.

L'exposition de photos témoigne de ces oasis qui semblent avoir poussé entre les usines désaffectées et les terrains vagues, les piqueries et les commerces vacants, les logements désuets ou décrépis. Les coopératives d'habitation, soustraites de par leur structure aux lois fluctuantes du marché et de la spéculation, offrent des loyers abordables à ses membres et locataires, moyennant que ceux-ci mettent la main à la pâte dans la gestion et l'entretien de l'immeuble, notamment à travers le conseil d'administration. Certains locataires y occupent un logement pour 25 % de leurs revenus, d'autres y payent un prix légèrement inférieur à celui du marché.



JEAN-FRANÇOIS LEBLANC

Les membres fondateurs de la coop Au pied du Courant lors de leur arrivée sur les lieux...

Un logement pour 25 % de leurs revenus, d'autres y payent un prix légèrement inférieur à celui du marché.

Dans un quartier comme Sainte-Marie, où 58 % de la population a un revenu inférieur à 10 000 \$, ce n'est pas un luxe.

Or le Centre-Sud, situé tout près du centre-ville, est présentement la proie des spéculateurs et des spéculateurs qui font monter le prix des bâtiments, dit Carine Guidicelli, coordonnatrice du projet d'habitation à Alerte Centre-Sud. Le taux de vacance des logements y est de 2,6 %.

À l'heure actuelle, on construit 60 coopératives et OSBL dans le Centre-Sud chaque année, alors qu'Alerte Centre-Sud en souhaiterait 120.

Sur un stationnement de camions, Alerte Centre-Sud souhaiterait construire un immeuble alors que le maire de Montréal, Pierre Bourque, voulait plutôt voir un parc. Ailleurs, les pressions d'Alerte Centre-Sud ont permis de sauver le petit parc Sainte-Marie, où un grand arbre semble le seul point de verdure du quadrilatère et où les citoyens ont récemment mené une bataille rangée contre les prostituées.

Une lutte quotidienne

Jusqu'à présent, les coopératives ont favorisé les familles à faible revenu, mais on reçoit de plus en plus de demandes pour des personnes seules et parfois itinérantes. Ces dernières

auraient pour leur part intérêt à être logées dans des OSBL, qui offrent une certaine supervision.

Le tout se veut un documentaire social et témoigne d'une lutte quotidienne pour des besoins quotidiens. En ce sens, il entre parfaitement

dans la vocation de l'Écomusée du fier monde, qui s'efforce de raconter l'histoire de ce quartier industriel et ouvrier, dont le déclin a commencé dès la fin des années 60, et qui est en voie de devenir le centre résidentiel de Montréal.

MUSIQUE en tête
LE CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS MUSICAUX À VENIR
Septembre

24
FACULTÉ DE MUSIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Journée Musiques du monde
12h30 à 14h30
Concert Les Nonnes Tibétaines
Billets en vente à la porte: 27 \$/15 \$
Au profit du monastère de Kopan
16h30 à 18h30
Lancement de la Collection de cédéroms du Laboratoire de recherche sur les musiques du monde (direction: Monique Desroches)
19h30 à 20h30
Conférence de Sophie Laurent
La musique des Damai, une caste de tailleurs-musiciens du Népal
20h30 à 21h
Lancement d'un disque dans la collection UNESCO
Népal: Rituels et divertissement
Salle Claude-Champagne - Renseignements: (514) 343-6427

26
STUDIO DE MUSIQUE ANCIENNE DE MONTRÉAL
Sous la direction de Christopher Jackson
VESPRO DELLA BEATA VERGINE
Le chef-d'oeuvre de Claudio Monteverdi pour 6 solistes, chœur et orchestre
Église Saint-Léon de Westmount
4311, boulevard de Maisonneuve Ouest (Métro Atwater)
Billets 14,75 \$ à 33,50 \$
Réservations et renseignements: (514) 861-2626

26
PIETER WISPELWEY, violoncelle
J.S. Bach: 6 suites pour violoncelle seul
en 2 concerts: à 15h30 et 19h30, 26 sept. 1999
Salle Pollack
555, rue Sherbrooke Ouest
Billets: 25,00 \$ / Étudiants (22 ans): 15,00 \$
avec 2e concert: 45,00 \$ / Étudiants (22 ans): 25,00 \$
LMMC: (514) 932-6796

Octobre

7
LORRAINE VAILLANCOURT
ET LES MUSICIENS DU NOUVEL ENSEMBLE MODERNE
vous offrent quelques-uns de leurs coups de cœur:
UN 7 OCTOBRE... AVEC LE NEM
Salle Claude-Champagne, 20 heures
220 avenue Vincent-d'Indy, Outremont
ENTRÉE LIBRE
Oeuvres de E. Varèse, T. Takemitsu, G. Benjamin, S. Sciarrino et M. Lindberg
Renseignements: 514-343-5962

Pour annoncer dans ce calendrier, communiquez avec
Jacques Nadeau au (514) 985-3322

SALON DU LIVRE ANCIEN

la Confédération de la librairie ancienne de Québec

25 et 26 septembre 1999
Samedi: midi à 18h • Dimanche: 11h à 17h

UNIVERSITÉ CONCORDIA
Pavillon McConnell - 1400, boul. de Maisonneuve O.
LE DEVOIR ADMISSION: 5,00\$ pour les deux journées

GRAND CHOIX DE LIVRES ANCIENS ET RARES, ILLUSTRÉS, PREMIÈRES ÉDITIONS, BELLES RELIURES.

RABAIS DE 1,00\$ À L'ADMISSION AVEC CETTE ANNONCE.

PAVILLON DES ARTS DE STE-ADELE

Samedi 25 septembre à 20 h

Esfir Dyachkov, piano
Mark Simons, clarinette

AU PROGRAMME
Schumann, Saint-Saëns, Ravaud, Brahms et Hétu

À GAGNER
Forfait Champêtre
3 jours / 2 nuits
1-800-665-5272
Tirage le 25 septembre

Billet: 25\$ (incluant vin & fromage après le concert)
RÉSERVATION: (450) 229-2586

1364, chemin Pierre-Péladeau (sortie 69 de l'autoroute des Laurentides)